

LE DEVOIR

Alphabétisation

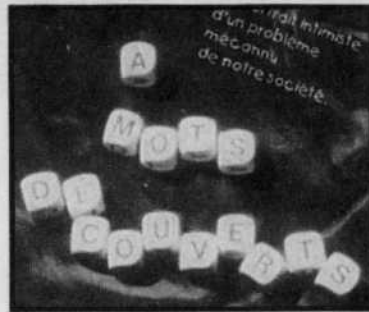
Nouvelles propositions



Madeleine Garand

Pour la présidente de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation, on doit «faire en sorte que tous les Québécois adultes puissent accéder à une formation de base en lecture et en écriture pour qu'ils soient en mesure de se débrouiller et de se réaliser pleinement».

Page 3



À mots découverts

Lisa Sfriso signe un documentaire dont le visionnement permet de comprendre que l'analphabétisme est un drame qui déchire la vie de gens qui vivent ici, tout près de nous.

Page 5

Droit de lecture

Des informations parfois surprennent. Se faire rappeler qu'en nombre d'années de scolarité le Québec est bon premier de la classe américaine, dépassant la province voisine, l'Ontario, et même les États-Unis (qu'il soit blanc et surtout noir), est agréable à entendre, surtout dans un contexte scolaire où le discours dominant est axé sur la seule réussite. D'apprendre que de 10 à 15 % des Québécois (et si ce dernier pourcentage se confirme, on parle alors d'un million de personnes) sont «hors normes», devant d'abord apprendre à apprendre avant d'étudier, fait constater que la société doit composer avec une autre lecture des faits: le trouble d'apprentissage n'a rien à voir avec l'intelligence, mais plutôt avec la pédagogie dominante. Réaliser enfin que l'analphabétisme sévit, mettant fin à des carrières, forçant la mise au rancart de compétences, amène à admettre qu'une formation continue des individus, même pour les matières élémentaires, doit être offerte, comme quoi l'éducation n'est pas l'affaire de la seule école, qu'elle soit petite ou universitaire.

Des constats finalement s'imposent. Il faut «décriminaliser» l'analphabétisme pour que cesse l'isolement de ceux et celles qui au quotidien le vivent, souvent sans recours et sans aide. Quitte à craindre qu'un jour de nouvelles «urgences», celles de l'apprentissage, elles aussi un jour débordent. Il y a aussi nécessité d'augmenter les occasions et les lieux où il est possible de dire que l'affiche qui les publicise met en images (à qui elle s'adresse en premier chef) des caractères incompréhensibles, à savoir des lettres. Un renversement de point de vue devra aussi être opéré pour que l'élimination d'un fléau social survienne: ce n'est pas en oubliant que l'analphabétisme sévit qu'une société résout un de ses problèmes sociaux majeurs.

Des choix de société seront tantôt nécessaires. Le Québec prend le virage, nécessaire, qui

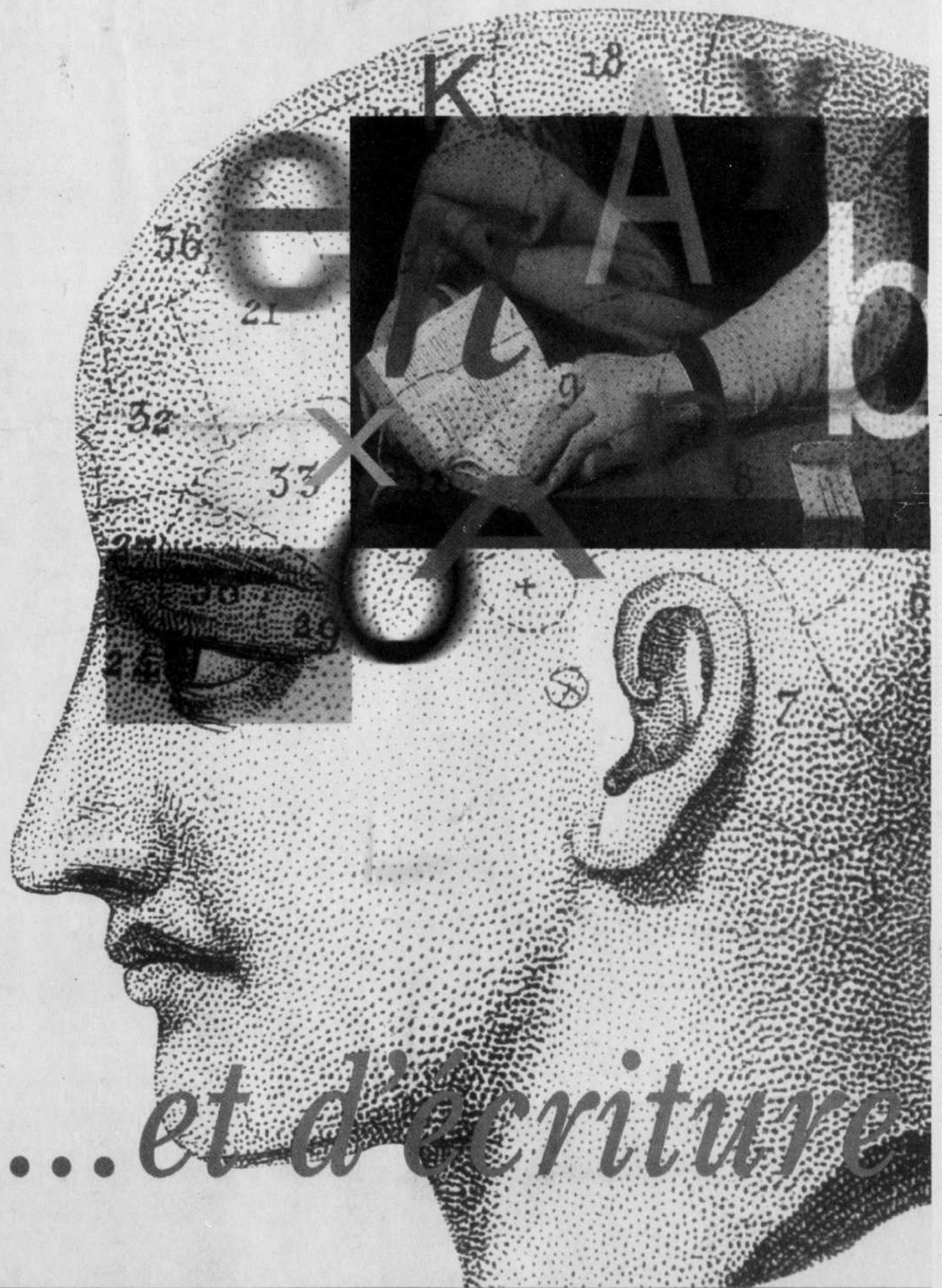
l'amène à planifier son développement économique en favorisant l'implantation d'entreprises orientées vers les technologies de pointe, qu'elles soient nouvelles, aéronautiques, pharmaceutiques ou de même nature. Cet État devra s'assurer que le progrès escompté profitera à tous, n'étant pas seulement évalué à l'aune des profits générés par les entreprises. Une société riche ne garantit pas le bien-être à ses citoyens: les États-Unis en termes économiques obtiennent des succès hier encore in-

espérés; pourtant, pour des dizaines de millions de ses citoyens, deux emplois à temps plein sont ou leur seraient nécessaires afin de seulement garantir un minimum vital. Il est clair qu'un progrès réel suppose que tous les citoyens se voient accorder la chance d'en obtenir, pour eux et les leurs, une juste part.

Dans les économies occidentales, où le néolibéralisme est devenu la norme, quand le discours public s'appuie sur le droit de l'individu et, par corollaire rapide, sur le respect des droits des sociétés et corporations, il faut réclamer le respect des droits de base. Ce n'est pas à l'école que l'individu a droit, mais à l'éducation. Des entreprises l'ont compris, qui de plus en plus s'impliquent face à leurs employés. D'autres auront à le faire et il faudra tantôt rejoindre ceux qui déjà sont des exclus, le marché du travail leur étant inaccessible.

Un tel geste relève de la responsabilité collective quand l'individu, par incapacité, qu'elle soit technique, intellectuelle ou financière, demeure sans recours. Ce qui est en jeu n'est pas le bonheur d'un seul, mais la paix sociale pour tous. Toute société ou un citoyen sur dix, si ce n'est pas sur sept, n'a pas accès au texte qui le concerne vit dangereusement: le droit de lire ou d'écrire est difficilement négociable. Qu'on se le dise au moins une fois, vendredi prochain, le 8 septembre, Journée internationale de l'alphabétisation.

Normand Thériault



...et d'écriture

PROGRAMMES DE FORMATION

Entreprises
Page 3

Télévision
Page 6

Réseaux
Page 6

Troubles d'apprentissage
Page 7

Domtar, Noël et la lecture
Page 4

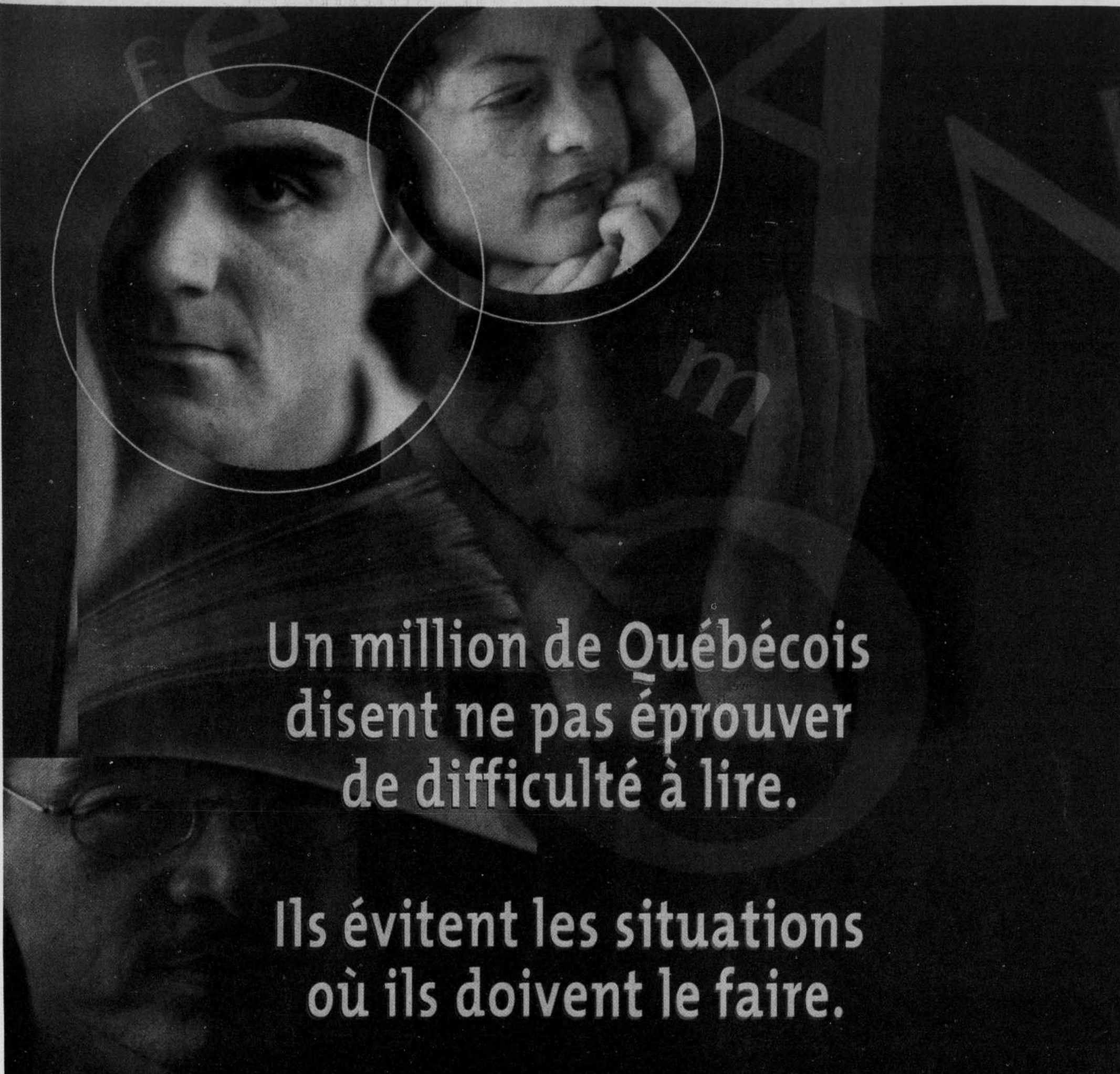
ANALPHABÉTISME

Europe
Page 7

Québec
Page 8

Investir en éducation
choisir l'avenir!

CSQ
Centrale des syndicats du Québec
(anciennement la CEQ)



Un million de Québécois
disent ne pas éprouver
de difficulté à lire.

Ils évitent les situations
où ils doivent le faire.



Fondation
québécoise pour
l'alphabétisation

(514) 289-1178
www.fqa.qc.ca

info alpha
1 800 361-9142



Option
compétences

Le plus grand réseau d'organismes de service en
alphabétisation au Québec

La Semaine québécoise de l'alphabétisation

Le Noël de papier Domtar pour l'alphabétisation

Du 13 novembre 2000 au 7 janvier 2001

Acheter un livre neuf pour un enfant défavorisé!

Un centre d'aide et de référence

Le Colloque international sur la formation
de base en entreprise

www.optioncompetences.qc.ca

514. 289.8794

ALPHABÉTISATION

Outils de formation

Lecture obligatoire Donner à tous des compétences de base

Faut-il être d'une intelligence supérieure si l'on veut survivre en milieu de travail quand on est analphabète? Il semblerait que oui, selon Denis Bellemare, directeur chez Abitibi Consolidated. Mais un jour, cela ne suffit plus, quand le travail se complexifie ou que les besoins de l'industrie se transforment. Les entreprises l'ont maintenant compris. D'où le besoin de programmes comme Option-compétences ou PROFE.

PIERRE VALLÉE

Selon la Fondation québécoise pour l'alphabétisation (FQA), il y aurait au Québec environ un million de personnes analphabètes, soit 19 % de la population. De ce nombre, 6 % savent à peine lire et écrire et 13 % peuvent tout juste repérer un mot familier dans un texte simple.

N'allez surtout pas croire que ces personnes sont sans emploi. Au contraire, bon nombre d'entre elles sont sur le marché du travail depuis plusieurs années. Déjà en 1990, une étude du Conference Board of Canada, menée auprès d'entreprises comptant plus de 50 employés, révélait que 70 % d'entre elles considéraient que l'analphabétisme fonctionnel leur causait des difficultés.

La mondialisation des marchés, l'introduction de l'informatique et des nouvelles technologies de communication, l'implantation de programmes de gestion de la qualité, telle la certification ISO, tout fait en sorte qu'on exige aujourd'hui davantage des employés. Si ces derniers ont des carences quant à leur formation de base, cela devient un frein au changement. «Nous préférons parler de compétences de base plutôt que d'alphabétisation», précise Sophie Labrecque, directrice générale de la FQA, ce n'est pas seulement lire et écrire, mais aussi les mathématiques, et encore plus importantes sont les notions indispensables liées à la résolution de problèmes.

Une expérience en usine

Comment pareille situation a-t-elle bien pu se produire? Selon Denis Bellemare, directeur au développement organisationnel chez Abitibi Consolidated, il faut d'abord comprendre «que ces gens-là sont souvent très intelligents et ils réussissent à tirer leur épingle du jeu». De plus, plusieurs de ces employés, malgré leurs carences de base, ont acquis au fil des ans des compétences qui sont utiles à l'entreprise. «Ils représentent malgré tout une plus-value pour l'entreprise», explique Denis Bellemare, «donc on préfère les garder à leur poste». La solution à ce problème consiste évidemment à offrir à ces employés une formation qui viendrait corriger les lacunes en matière de compétences de base. Si à première vue, cette solution apparaît simple, son application est plus compliquée.

D'une part, il faut être en mesure d'identifier clairement qu'il y a un problème. «Nous avons implanté un programme de formation dans une de nos usines», raconte Denis Bellemare, «et un des participants était un employé de longue date. Imaginez notre surprise lorsqu'un de ses amis et collègue de travail nous a appris que jamais, en vingt ans, il ne s'était rendu compte des difficultés qu'éprouvait son ami. Si votre plus proche collaborateur ne s'en rend même pas compte, on peut facilement comprendre que le superviseur ou le gestionnaire puisse lui aussi ignorer qu'il y ait un problème.»

D'autre part, il existe une résistance naturelle de la part des propriétaires et gestionnaires à avouer qu'il existe bel et bien un problème de compétences de base au sein de l'entreprise. C'est ce qu'appelle Denis Bellemare «le syndrome du pas-chez-nous-mais-ailleurs». Aussi longtemps que l'entreprise fonctionne, que les profits sont au rendez-vous, il n'y a pas lieu de s'interroger ni de s'inquiéter. «Trop de propriétaires ont l'attitude de croire que, s'il y avait un problème à cet égard, l'usine arrêterait tout simplement de fonctionner.» Mais là n'est pas le véritable enjeu. Une entreprise peut fonctionner même si certains de ses employés éprouvent des difficultés en matière de compétences de base. Mais peut-elle évoluer? Est-elle en mesure d'implanter les changements qui s'imposent si elle veut demeurer concurrentielle dans les années à venir?

Option compétences

Afin d'aider les entreprises en ce sens, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation a mis sur pied l'an dernier le centre Option-compétences. La mission de ce centre est de promouvoir et de sensibiliser les gestionnaires et les décideurs sur le lien fondamental entre la formation continue en compétences de base et la performance de l'entreprise. Le centre Option-compétences est reconnu par Emploi-Québec ainsi que par le Secrétariat national à l'alphabétisation. Il compte parmi ses partenaires le ministère du Développement des ressources humaines Canada, Bell Canada, Kraft Canada, la Fondation Noranda, la Société de développement économique Ville-Marie, Emploi-Québec, en particulier le comité consultatif régional de Emploi-Québec de Montréal.

Option compétence organise chaque année un colloque où sont débattues les questions concernant la formation de base et les répercussions sur l'économie, mais se veut surtout un centre de références auprès des entreprises québécoises. «Nous nous percevons comme un centre multiservice», explique Sophie Labrecque, «un guichet unique où une entreprise peut s'adresser si elle cherche des ressources pour régler un problème de formation de base.» Parmi ces ressources, on compte les services aux entreprises offerts par des commissions scolaires, les firmes de consultants et les organismes sans but lucratif œuvrant dans le secteur du développement de la main-d'œuvre.

Maryse Perreault est consultante indépendante dans ce domaine. Son entreprise PROFE (Production d'outils de formation évaluation entreprise) travaille auprès des commissions scolaires qui lui réfèrent des entreprises désireuses d'implanter un programme de formation de base. Elle est donc en mesure d'évaluer les besoins et de concevoir un programme de formation spécifique à ces derniers. «Il est inutile de vouloir faire de la formation mur à mur, du genre retour sur les bancs d'école», explique-t-elle. «Ça ne fonctionne pas. Il faut une formation concrète, en lien direct avec le travail. Telle tâche nécessite davantage de compétences en français, ou en mathématiques, ou en résolution de problème, c'est cela que l'on doit fournir à l'employé. Une formation à la carte, liée à sa tâche, c'est ce que j'appelle une formation just in time.»

Le rôle de l'entreprise

Pour qu'une formation de base donne des résultats positifs, il faut que les employés le veuillent, mais il faut aussi que l'entreprise s'implique de façon concrète. «Par exemple, il est inutile de vouloir former des employés après les heures de travail si la majorité d'entre eux doivent prendre le transport en commun pour rentrer à la maison. Le taux d'absentéisme est alors trop élevé», rappelle-t-elle. Mais avant qu'une entreprise s'implique de cette façon, il faut que les décideurs réalisent l'importance de la formation de base, qu'ils reconnaissent qu'il s'agit bel et bien d'un enjeu économique. «Le monde du travail a beaucoup évolué», précise-t-elle, «autrefois nous étions dans une culture de la pierre, où rien ne bougeait. Aujourd'hui nous avançons vers une culture de l'eau, où tout devient plus mobile.»

Afin de sensibiliser les entreprises à cette nouvelle réalité, Option-compétences, de concert avec la FQA, organisera sous peu une campagne de promotion auprès des entreprises québécoises. Pour de plus amples renseignements, on peut communiquer avec Option-compétences au numéro suivant (514) 289-8794 ou visiter leur site Internet à l'adresse suivante: www.optioncompetences.qc.ca.

Fondation québécoise pour l'alphabétisation

À la défense d'une cause sociale Un organisme au service d'un million d'analphabètes

«Faire en sorte que tous les Québécois adultes puissent accéder à une formation de base en lecture et en écriture pour qu'ils soient en mesure de se débrouiller et de se réaliser pleinement.» Tel est l'objectif visé par Madeleine Garand. Le défi est de taille quand on sait qu'un quart des Québécois adultes ont des problèmes d'alphabétisation. Pourtant 1 % d'entre eux seulement tentent de les résoudre. Toutefois, «avec l'avènement du discours sur la mondialisation, la Fondation a gagné en popularité», souligne Sophie Labrecque. Rencontre avec la présidente et la directrice générale d'un organisme qui veut redonner aux citoyens le goût des lettres.

RÉGINALD HARVEY

Près d'un million de Québécois adultes sur quatre millions demeurent aux prises avec des problèmes plus ou moins sérieux d'alphabétisation et à peine 1 % d'entre eux sont inscrits dans un processus de formation. De ce nombre, environ 300 000 personnes sont totalement incapables de s'adonner à des activités de lecture et d'écriture. Pour l'autre tranche de 700 000 individus, les difficultés varient dans ces mêmes champs, quoique leurs possibilités d'admissibilité à un emploi décroissent depuis l'avènement des technologies de pointe.

Dans bien des cas, tous ces gens vivent des situations de détresse dans l'exercice de leur quotidien dans les plans personnel, social et professionnel. Privés des outils de communication de base reliés à l'écriture et à la lecture dans une société qui exige de ses membres des connaissances accrues dans tous les domaines, les analphabètes sont littéralement piégés par leur environnement et éprouvent un sentiment de honte face à leur entourage.

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et Statistique Canada publiaient en 1996 un rapport contenant les résultats de la première enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes; sept pays ont participé à cette recherche. Dès les

premières lignes de ce document, il est écrit ce qui suit: «Ces dernières années, tous en sont venus à considérer l'alphabétisation des adultes comme un élément essentiel du rendement économique des pays industrialisés.» Pour sa part, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation reconnaît que l'alphabétisation figure au rang de cause sociale au Québec à cause de l'ampleur du phénomène et de l'intérêt qu'il suscite.

Une véritable cause sociale

Présidente de la Fondation, Madeleine Garand définit ainsi sa mission: «Notre organisme s'applique à faire en sorte que tous les Québécois adultes puissent accéder à une formation de base en lecture et en écriture de telle sorte qu'ils soient en mesure de se débrouiller et de se réaliser pleinement.» À partir du moment où une personne choisit de s'adresser à la Fondation pour réclamer de l'aide, le rôle de cette dernière consiste à l'orienter vers des services compétents dans son milieu d'appartenance. Au fait, les ressources pédagogiques proviennent de groupes populaires, de commissions scolaires ou de personnes bénévoles. «On prend la personne par la main et on s'assure que quelqu'un sera en mesure de l'appuyer dans sa démarche. De ce point de vue, il est crucial de réaliser que l'une des choses les plus difficiles pour une personne analphabète, c'est de faire les premiers pas. Lorsqu'elle rejoint



SOURCE FONDATION QUÉBÉCOISE POUR L'ALPHABÉTISATION
«Avec l'avènement du discours sur la mondialisation, la Fondation [québécoise pour l'alphabétisation] a gagné en popularité», note sa directrice générale, Sophie Labrecque.

notre ligne Info-Alpha, il faut considérer ce geste comme un appel au secours et ne pas l'abandonner», souligne la présidente.

Pour mieux illustrer l'état d'isolement auquel est confiné l'analphabète, elle poursuit avec ferveur: «Quand un adulte réussit finalement à lire et à écrire, le monde lui appartient pour une première fois dans sa vie. À partir du moment où il lui est possible grâce aux connaissances acquises de lire une inscription à l'extérieur, de se diriger dans une ville, de comprendre une prescription pour son enfant malade et de se débrouiller de façon générale tout seul, c'est la liberté qui s'ouvre à cet adulte.» La confiance s'installe alors et cet individu devient un acteur à part entière de la société plutôt qu'un simple figurant. «Il est difficile d'imaginer les conséquences et les coûts que représentent pour une société les gens qui ne possèdent pas cette formation de base adéquate. C'est incommensurable! Dans cet esprit, l'alphabétisation prend la dimension d'une véritable cause sociale», fait-elle encore valoir. Le fardeau est lourd à porter pour l'individu comme pour la société.

Un problème global

Il est faux de croire que les analphabètes sont coupés de la société. Règle générale, ces gens-là mènent une vie familiale, possèdent un emploi et, parfois même, opèrent un commerce. «Dans la plupart des cas, il s'agit de personnes très débrouillardes qui se heurtent à un mur à la suite de la perte inopinée du support sur lequel elles avaient pu compter durant toute leur vie», explique la directrice générale, Sophie Labrecque. Le temps de la débrouillardise prend brutalement fin et elles doivent faire face à la réalité. Par exemple, les travailleurs doivent s'adapter à des modes d'intervention plus individuels et doivent suivre des programmes de formation adéquats à mesure que le profil des emplois change. Ces ajustements contribuent à révéler les failles dont certains font preuve au niveau des sa-

voirs de base. «Avec l'avènement du discours sur la mondialisation, la Fondation a gagné en popularité», note Sophie Labrecque qui croit que le fardeau de la tâche pour venir en aide à cette main-d'œuvre ne doit pas reposer que sur les gouvernements. «En fait, l'alphabétisation est une cause à multi-causes, qui frappe un million de gens», dit-elle. Il s'agit d'un handicap général qui complique l'existence à plusieurs niveaux. Afin de combattre ce fléau social, elle insiste sur la nécessité de mobiliser des effectifs compétents mais aussi sur l'importance d'investir davantage de fonds.

La Fondation se veut à l'écoute de sa clientèle et favorise une approche «limousine» qui consiste à la guider avec chaleur vers les spécialistes requis dans les lieux appropriés. «C'est un service de référence à caractère humain. Nous sommes des passionnés parce que nous accueillons des personnes qu'on aime», confie la directrice générale. La majeure partie des interventions porte sur des individus alors que d'autres services s'adressent aux entreprises et à leurs travailleurs. Sur le terrain, les ressources de toute sorte ne manquent pas pour assurer le suivi du travail de la Fondation. «Il y a un énorme réseau de commissions scolaires, de personnes bénévoles et autres. C'est immense! Parmi les regroupements de ce genre, au niveau du Canada, nous comptons le plus grand nombre de membres. Pour cette raison, l'alphabétisation apparaît aussi comme une cause sociale», fait-elle valoir. Elle insiste sur un point: «Il est sidérant de constater que les intervenants de terrain arrivent à réaliser de si belles choses. Ce personnel est qualifié. Il est capable de gérer les troubles d'apprentissage et les multi problèmes des analphabètes. Ces personnes-là accomplissent des miracles compte tenu des maigres ressources dont elles disposent. Le fond d'aide à l'alphabétisation a été créé pour les soutenir dans leur action.»



SOURCE FONDATION QUÉBÉCOISE POUR L'ALPHABÉTISATION
«On prend la personne par la main et on s'assure que quelqu'un sera en mesure de l'appuyer dans sa démarche», explique Madeleine Garand, présidente de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation.

LE YWCA DE MONTRÉAL FÊTE SON 125^E ANNIVERSAIRE

Fidèle à sa mission de donner aux femmes le pouvoir de s'accomplir, il a su à travers les années s'adapter à leur évolution constante et leurs aspirations. En 1990, l'alphabétisation s'avérait l'une de ses préoccupations et en 1992, il formait ses premières tutrices pour répondre aux besoins de sa clientèle.

Le Centre d'Alphabétisation a pour mission d'aider les femmes de 16 ans et plus à renforcer leur autonomie et à promouvoir le développement de leurs compétences telles que savoir lire, écrire et calculer pour qu'elles puissent s'affirmer avec aisance au sein de la collectivité.

Sa mission est réalisée par le biais d'un apprentissage bilingue et de tutorat individuel selon une approche andragogique axée sur les réalités et les besoins des femmes.

Le tutorat est rendu possible grâce à la participation active des bénévoles qui sont formées et engagées dans sa mission.

Chaque année, le YWCA célèbre la Journée Internationale de l'Alphabétisation pour sensibiliser et motiver le grand public à la problématique de l'alphabétisation.

Cette année, il organise une cérémonie sous la présidence de l'honorable Lise Thibault, Lieutenant-gouverneur du Québec pour visionner sa nouvelle vidéo de sensibilisation à l'alphabétisation: «Le Pouvoir des Mots».

Ce lancement sera suivi d'une fête de rue pour souligner ses 125 ans de présence et d'implication.

Formation des intervenant(e)s en alphabétisation

Savoir bien lire et écrire est la base de toute chose!
Bien l'enseigner est un art!

Apprenez différentes méthodes d'enseignement et de communication adaptées aux adultes analphabètes.

Visitez notre site web pour les cours offerts à distance sur l'Internet.
www.lacitec.on.ca

Pour obtenir des renseignements, composez le (613) 742-2493, poste 3047, ou le 1 800 267-2483, poste 3047.

À la veille de la Journée internationale de l'alphabétisation du 8 septembre, le ministère de l'Éducation rappelle que tous les acteurs sociaux du Québec ont un rôle à jouer dans l'amélioration des connaissances en lecture et en écriture chez les adultes.



Québec
Ministère de l'Éducation

• ALPHABÉTISATION •

Initiatives privées

Une affaire de lettres et de papier

Il ne suffit pas d'avoir une cause à défendre. Il faut aussi la faire connaître et alors mener des campagnes de sensibilisation. Ainsi naissent *Un Noël de papier Domtar* pour l'alphabétisation et *La lecture en cadeau*. Pour ces campagnes «grand public», la Fondation québécoise pour l'alphabétisation a trouvé en Domtar un allié naturel.

PIERRE DURAND

De nombreuses enquêtes menées au cours des dix dernières années ont démontré, souvent avec un grand effet de surprise, que l'analphabétisme était l'un des problèmes les plus aigus de nos sociétés dites développées. C'est pour contribuer à la mise en place de solutions pratiques que la Fondation québécoise pour l'alphabétisation a été créée en 1989. Dès sa première année d'existence, la Fondation met en place une série d'initiatives pour aider les adultes québécois à accéder à la formation de base en lecture et en écriture, dont la populaire ligne Info-Alpha.

Au cours des ans, la Fondation est devenue le centre de ralliement des organismes et individus qui ont l'alphabétisation des adultes à cœur. Mais, comme pour tout organisme sans but lucratif, la collecte de fonds et la recherche de partenaires occupent une grande partie des énergies. C'est pourquoi la Fondation a cherché à développer des liens durables avec de grandes entreprises ayant la capacité de contribuer de façon importante et constante à la cause de l'alphabétisation. En 1997, elle a trouvé en Domtar un allié naturel.

Non seulement l'alphabétisation correspond-elle aux orientations philanthropiques de l'entreprise, qui accorde une priorité à l'éducation, à la culture et aux arts, mais il existe aussi un lien tout naturel entre les lettres et le papier, dont Domtar est l'un des principaux producteurs canadiens.

Pour sa part, la grande papetière a trouvé dans la Fondation un partenaire efficace et en prise directe avec les organismes les plus actifs dans le milieu de l'alphabétisation. Les employés et la direction de Domtar font désormais cause commune avec elle.

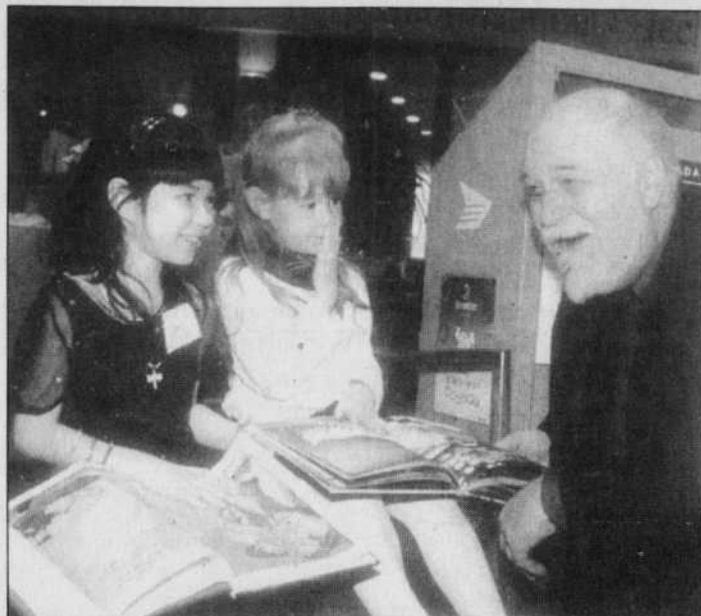
Au cours des dernières années, ce partenariat a donné naissance à deux grandes réalisations: *Un Noël de papier Domtar pour l'alphabétisation*, qui appuie les adultes en processus d'alphabétisation, et *La lecture en cadeau* qui invite le grand public à faire don de livres jeunesse neufs afin de prévenir l'analphabétisme en développant le goût de la lecture et des livres chez les plus jeunes.

Autre aspect important de l'engagement envers la Fondation et sa mission, c'est le président et chef de la direction de la papetière, Raymond Royer, qui a assumé la présidence de la campagne annuelle de levée de fonds de la Fondation au cours des deux dernières années. Cette manifestation de confiance a permis à la Fondation d'intéresser d'autres entreprises à collaborer à la cause de l'alphabétisation.

Une action aussi originale qu'essentielle

Dans le cadre d'*Un Noël de papier Domtar pour l'alphabétisation*, qui a débuté en 1997, Domtar a fourni le papier nécessaire aux activités annuelles de plus de 125 organismes du Québec qui travaillent à l'alphabétisation des adultes, de concert avec la Fondation. Et cela ne représentait pas moins de 2,5 millions de feuilles de papier.

Mettant en évidence le fait que l'alphabétisation est pratiquement aussi essentielle dans notre société que la nourriture, la contribution de Domtar a pris la forme de «paniers de papier» remis à l'occasion de Noël à ces organismes œuvrant à l'alphabétisation. Évidemment, la livraison de plusieurs tonnes de papier à l'échelle du Québec n'allait pas sans problèmes de logistique. Un réseau de collaborateurs bénévoles s'est rapidement développé,



SOURCE FONDATION QUÉBÉCOISE POUR L'ALPHABÉTISATION
Jean-Claude Germain est le porte-parole de *La lecture en cadeau*, une des deux campagnes «grand public» de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation.

comprenant les transporteurs réguliers de papier Domtar et même des entreprises de transport par autobus et par avion.

Le lancement du projet a eu lieu en décembre 1997 à la Bibliothèque nationale, un endroit hautement symbolique pour l'occasion. L'événement qui a connu un véritable succès médiatique réunissait des témoignages touchants de personnes ayant suivi le long parcours de l'alphabétisation à l'âge adulte ainsi qu'un conte de Noël, créé pour la circonstance par Claude Lafortune, magicien du papier et parain du projet.

Les «paniers de papier», qui comprenaient aussi des signets ainsi que des certificats pour souligner les efforts des apprenants, ont été très appréciés des organismes d'alphabétisation. De nombreux témoignages ont été reçus dans les mois qui ont suivi, certains émaillés d'erreurs d'orthographe témoignant des efforts importants que requiert la maîtrise d'une langue.

Cette première initiative conjointe de la Fondation et de Domtar a

été soulignée par le prix Envol vers la liberté de la Société canadienne des postes. Et la réussite du volet sensibilisation du public a été reconnue par le prix de distinction, Communications externes, de la Société canadienne des relations publiques.

Un projet conçu pour durer...

La seconde édition d'*Un Noël de papier Domtar pour l'alphabétisation*, a pris encore plus d'ampleur en 1998, mobilisant bon nombre d'auteurs, d'artistes, de leaders d'opinion et le public en général qui ont témoigné leur encouragement aux personnes en démarche d'alphabétisation en leur écrivant une carte de vœux. Entre le 16 novembre et le 25 décembre 1998, des milliers de cartes d'encouragement (Domtar en a mis 60 000 en circulation!) auront été reçues par des gens qui, bien souvent, découvriraient ainsi la magie de la communication écrite.

Plus de 160 organismes œuvrant à l'alphabétisation au Québec et dans quelques régions de

l'Ontario ont eu droit cette année-là à un «panier de papier». Il faut croire que les bases de ce grand mouvement pour l'alphabétisation étaient solides puisque le nombre de partenaires a augmenté. Une bonne nouvelle, puisque la quantité de papier à livrer augmentait elle aussi, à trois millions de feuilles!

Des premiers liens se nouent en 1998 avec le Salon du livre de Montréal, où les visiteurs sont invités à remplir des cartes de vœux et d'encouragement pour les adultes en processus d'alphabétisation. Cette association avec le Salon du livre donnera lieu en 1999 à la création d'un autre projet d'envergure.

La troisième édition du *Noël de papier Domtar pour l'alphabétisation*, en 1999, voit passer à 170 le nombre d'organismes auxquels un «panier de papier» est livré, soit la bagatelle de 3,5 millions de feuilles au total.

Vœux de saison

Les cartes de vœux et d'encouragement offertes sous le thème «Écrivez à un adulte qui apprend à lire et à écrire» sont à nouveau proposées au grand public pour l'inciter à s'engager personnellement dans ce grand mouvement en faveur de l'alphabétisation. On en retrouve désormais dans les librairies du Québec de même que dans le réseau de distribution Pop Média.

Les initiatives locales en faveur de l'alphabétisation organisées par les quelque neuf mille employés de Domtar se multiplient d'année en année. Plusieurs employés, eux-mêmes en processus d'alphabétisation, n'hésitent pas à partager leur expérience. C'est ainsi que Daniel Morin, aujourd'hui CMA, raconte son expérience lors de la conférence de presse du lancement de la troisième édition d'*Un Noël de papier Domtar pour l'alphabétisation*.

Enrichi par son expérience M. Morin copréside depuis Option-compétences, un centre de référence, d'information et de consultation unique en son genre qui a pour mission de sensibiliser tant

les gestionnaires que les employés à l'importance du développement des compétences de base en entreprise.

Au Salon du livre

Dans la foulée de la première collaboration avec le Salon du livre de Montréal en 1998, la Fondation fait force commune avec ses organisateurs et Domtar afin de rassembler 18 partenaires majeurs des milieux du livre, de l'édition et des affaires pour créer *La lecture en cadeau*, un projet d'éveil à la lecture. Cette fois-ci, c'est chez les jeunes écoliers défavorisés que l'on tentera de stimuler le plaisir de la lecture et des livres.

Les visiteurs du Salon du livre de Montréal et les clients des librairies participantes étaient invités à se transformer en donateurs amoureux de la lecture en se procurant un livre jeunesse neuf afin d'en faire don sur les lieux à la Fondation. Cette dernière les acheminés vers les écoles primaires qui en avaient le plus besoin et plus de 2041 enfants ont ainsi reçu un livre neuf en cadeau.

Le mot s'est passé au Salon du livre d'Abitibi-Témiscamingue qui a reçu en don pas moins de 300 livres afin de participer à cet effort collectif. En plus des visiteurs aux salons du livre, les entreprises ont aussi été invitées à manifester leur appui financier. Les sommes recueillies ont servi principalement à l'achat de livres, une toute petite partie allant au fonds d'aide à l'alphabétisation de la Fondation.

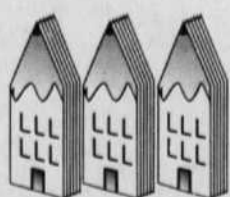
Il est bien évident que *La lecture en cadeau* est aussi une activité qui est là pour durer. C'est ainsi que l'alliance qui s'est développée entre la Fondation et ses partenaires corporatifs, tels que Domtar, facilite la démarche d'alphabétisation des adultes, une véritable nécessité dans le Québec d'aujourd'hui. De plus, en favorisant le plaisir de la lecture dès un tout jeune âge, les projets tels que *La lecture en cadeau* contribuent à diminuer dès les premières années d'école les problèmes futurs liés à l'analphabétisme. Mieux vaut prévenir... et guérir!

Présents dans toutes les régions du Québec :

les groupes populaires en alphabétisation.

Une force collective, un milieu de vie, un lieu d'apprentissage et d'expression sociale pour les personnes peu alphabétisées.

Pour connaître les groupes de votre région
LIGNE INFO-ALPHA
1-800-361-9142



REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC
2120, Sherbrooke Est, local 302
Montréal (Québec), H2K 1C3

Soyez lu et compris avec la formation «Écrire simplement»

Vos textes s'adressent au grand public !

- Apprenez à retenir l'attention de tous vos lecteurs.
- Rendez vos écrits clairs.
- Apprenez à rédiger des textes simples et efficaces.

La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) vous offre «Écrire simplement», une formation sur mesure de quelques heures.

Depuis 1999, 200 personnes ont su profiter de la formation «Écrire simplement». Elles produisent maintenant des textes plus clairs.

Information : Diane Pouliot

(613) 749-5333 ou sans frais 1 888 906-5666.

Courriel : d.pouliot@fcaf.franco.ca

FCAF

Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français
www.franco.ca/alpha

• ALPHABÉTISATION •

Fondation québécoise pour l'alphabétisation

La lecture en cadeau

Les amants de la lecture pourront se procurer un livre jeunesse qui sera ensuite remis à un jeune en provenance d'un milieu moins favorisé

PIERRE VALLÉE

Encouragée par le succès éclatant de l'an dernier, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation, en collaboration avec Domtar, présentera la deuxième édition de *La lecture en cadeau*. L'événement aura lieu du 13 novembre 2000 au 14 janvier 2001. Le thème demeure le même que l'an dernier: «Faites briller les yeux d'un enfant! Il se souviendra de votre cadeau pour la vie!»

Jean-Claude Germain, porte-parole de l'événement, proposera alors aux amants de la lecture de se procurer un livre jeunesse qui sera ensuite remis à un jeune en provenance d'un milieu moins favorisé. Au moment de l'achat, le donateur se procure aussi un sac *La lecture en cadeau*, qui comprend aussi une carte dédicace, ainsi qu'une carte postale de retour afin de donner et recevoir des nouvelles de l'enfant qui recevra le livre en cadeau. Une contribution volontaire pour le sac sera suggérée et l'argent ainsi amassé sera remis au Fonds d'aide à l'alphabétisation.

Rappelons que l'an dernier l'objectif de 1500 livres a été largement dépassé. En effet, 2041 livres ont été distribués aux jeunes principalement dans la grande région de Montréal et aussi à Val d'Or, suite à un projet pilote. Cette année l'objectif est de 5000 livres. «Nous sommes confiants de l'atteindre», remarque Sophie Labrecque, directrice générale de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation.

Cette année, les organisateurs visent l'ensemble de la province. Non seulement le Salon du livre de Montréal y participe encore, mais le Salon du livre de Québec s'y joint également. De l'animation, des personnes bénévoles sur place à chacun des salons rappelleront aux visiteurs qu'ils peuvent,

en participant à cet événement, donner en toute simplicité un livre à un enfant.

Autre nouveauté cette année. L'ensemble du réseau des librairies y participera. Du matériel promotionnel informera la clientèle de l'existence de *La lecture en cadeau*. Il sera donc possible d'acheter un livre jeunesse et de participer à l'événement à partir de sa librairie préférée.

Principaux collaborateurs

La distribution des livres se fera de février à juin et les livres achetés dans une région seront distribués dans la même région. Les enfants visés par cet événement partent du bambin jusqu'au préadolescent (de 0 à 12 ans) mais ils proviennent tous de milieux peu favorisés.

En plus de Domtar, les principaux collaborateurs de l'événement sont: l'Association des distributeurs de livres en langue française, l'Association nationale des éditeurs de livres, Code d'accès (TQS), Communication-Jeunesse, la Fondation des parlementaires québécois, Cultures à partager, Honda Canada, *La Presse*, les bibliothèques publiques île de Montréal, le ministère de l'Éducation du Québec, Postes Canada, la Radio française de Radio-Canada, le Secrétariat national à l'alphabétisation, Transcontinental et l'Union des écrivaines et écrivains québécois.

«D'autres partenaires majeurs viendront s'ajouter sous peu, précise Sophie Labrecque, car nous travaillons afin que cet événement prenne l'ampleur qu'il devrait avoir.»

On ne peut que le souhaiter. Offrir un livre à un ami ou un proche, c'est beau mais offrir un livre à un enfant qui n'en a pas les moyens, c'est encore mieux.

VIDÉO

Trois visages de l'exclusion

Un documentaire de Lisa Sfriso

L'alphabétisation est une des rares «causes nobles» qui tiennent encore de nos jours. Et c'est probablement pour cela qu'elle reste pour la majorité d'entre nous une sorte d'idéal à atteindre, d'objectif désincarné, en retrait. Sauf que tout cela est faux, complètement. L'analphabétisme est un drame qui déchire profondément la vie de gens qui vivent là, tout près de nous. Exclue. Bannis. Et rien ne changera vraiment tant que l'on fera comme s'ils n'étaient pas là...

MICHEL BÉLAIR
LE DEVOIR

De ce côté-ci de la barrière, on comprend mal: comment peut-on «passer à travers» l'école primaire et en ressortir analphabète? D'autant plus que les mailles du filet sont serrées: on «doit» s'asseoir sur les bancs d'école jusqu'à l'âge de 16 ans. Minimum. Alors que se passe-t-il durant ces presque dix années? Les profs ne sont quand même pas si mauvais. La famille? Le milieu? Ou peut-être les analphabètes ont-ils des dispositions particulières... une proposition plutôt odieuse qui, de toute façon, renvoie à la dimension sociale et collective du «problème». Qui faut-il accuser? Sur qui déverser sa propre culpabilité devant ce phénomène absolument inacceptable? D'autant plus qu'avec l'importance grandissante des nouvelles technologies de l'information (NTI), ce sont des millions d'êtres humains que nous nous préparons à lester, à littéralement «laisser tomber», à condamner à peupler la périphérie, la banlieue de la vraie vie...

Lisa

Lisa Sfriso a 27 ans. Elle été frappée par l'imminence de cette catastrophe comme par le tranchant de la lumière au-dessus du désert alors qu'elle s'activait, en Afrique du Nord, dans un projet de coopération internationale. Elle s'est juré de ne pas laisser faire. De montrer. De faire parler ceux qui ne peuvent pas écrire. De trouver le moyen de faire saisir que l'analphabétisme sous toutes ses formes est une plaie virulente au visage de toutes les sociétés du monde.

À son retour du Maroc, elle s'y est mise. Avec sa caméra. Avec un scénario qu'elle a remanié pendant des mois au fil des rencontres avec les gens dont elle voulait parler. Avec l'aide de Vidéo Femmes ensuite, une petite équipe s'est greffée autour d'elle. Et elle s'est mise à tourner. Et cela donne *À mots découverts*, une vidéo de 27 minutes absolument bouleversante de vérité qui nous présente trois visages de l'exclusion engendrée par le fait de ne plus savoir lire et/ou écrire. Trois visages ordinaires, comme on en voit tous les jours: ceux de Nicole, d'André et de Julie.

Nicole

Nicole a 36 ans. Chez elle, devant une caméra discrète, elle parle d'elle maintenant, de sa vie ordinaire dans un de ces quartiers montréalais dits «populaires», à souhaiter pouvoir vivre avec ce qu'elle sait faire: «de la couture», lance-t-elle avec un éclat de fierté au fond des yeux. Rapidement, on saisit le milieu de petites misères quotidiennes dans lequel elle est plongée; une robe de fillette accrochée à un balcon flottant au milieu d'une rivière d'escaliers chambranlants semble témoigner de ses ambitions et de sa fierté. Nicole sait écrire son nom et son adresse. Seule avec sa fille d'une dizaine d'années, elle s'applique à réapprendre à lire et survit d'une petite jobine à une autre. Ironie du sort, elle travaille à classer des circulaires dans un «publisac», au moment où Lisa Sfriso passe chez elle avec son équipe. Ici, l'exclusion est manifeste: économique d'abord, socioculturelle ensuite. Nicole et sa fille mangent leur pain tranché plutôt sec. Et presque noir.



André

C'est d'une tout autre façon qu'André, 58 ans, s'est senti exclu toute sa vie. Entreprenant, imaginatif, il a toujours eu des projets, fait des choses. Il a vendu des balayuses et des autos, il a fait des affaires, eu une bonne douzaine de petites entreprises, des restaurants surtout (*Bienvenue à La Bonne fourchette!*). Il vit dans un appartement plutôt confortable même s'il est moins «à l'aise» qu'à une certaine époque. On lit dans son regard une sorte de frustration assumée qui ressemble à une profonde tristesse. Il avait des idées et il a tenté d'en réaliser plusieurs en cachant à tout le monde, même à son gérant de banque, qu'il ne savait ni lire, ni écrire. On devine la quantité phénoménale de portes de sortie qu'il a dû s'inventer toute sa vie durant. Et chaque fois que son entreprise réussissait («grassissait», comme il dit), il était rattrapé par la complexité de la réalité. Sa solution: revendre avant d'avoir à «sortir du placard» et d'avouer qu'il était analphabète.

André est conscient de ce qu'il aurait pu faire... C'est probablement ce qui fait de lui un homme triste.

Julie

Le cas de Julie est complètement différent. Elle a 19 ans. Type: jeune fille de bonne famille qui a mal tourné. Rebelle. C'est après l'école primaire qu'elle décroche complètement. En pensant ainsi affirmer sa liberté, croit-on comprendre. Sans s'en rendre vraiment compte, «en vivant sa vie», elle en vient à tout oublier, ne parvient plus à lire, ni non plus à écrire. Heureusement, Julie a plus de moyens que Nicole et ne place pas tout à fait son orgueil au même endroit qu'André. Intelligente, elle comprend rapidement l'avantage d'un certain compromis et s'inscrit aux cours de La Boîte à mots. Elle s'est mise à dessiner, à faire de la peinture. Son «cas» débouche sur l'espoir. Mais comme les deux autres, il fait la preuve que l'analphabétisme porte toujours des visages dérangeants. Des masques différents qui, tous, mènent à une forme d'exclusion ou à une autre.

Tout cela nous est raconté avec des images simples et force gros plans sur les visages. La caméra de Lisa Sfriso est empathique: elle aime les gens qui se découvrent devant nous et sait toujours nous les montrer dans la vérité de ce qu'ils sont. D'abord différents, uniques et touchants. Comme les multiples visages que prend autour de nous l'analphabétisme quotidien, ordinaire. Ce merveilleux petit exercice de conscience sociale bien placée est disponible en vente ou en location à la Fondation québécoise pour l'alphabétisation et, bien sûr, à Vidéo Femmes.

À MOTS DÉCOUVERTS

Québec, 2000. Réalisation, recherche et scénario: Lisa Sfriso. Images: Yoan Cart. Montage: Luc Saint-Laurent. Musique originale: Wetfish. Durée: 27 minutes. Productrice: Pauline Voisard. Disponible à la Fondation québécoise pour l'alphabétisation et Vidéo Femmes.

À
L'OCCASION de la
journee internationale
de l'alphabétisation,
nous lançons un appel
à l'effort collectif DE
TOUS !

Le réseau des commissions scolaires

- **invite les organismes** qui côtoient des personnes peu scolarisées, à les encourager à recourir aux services des centres d'éducation des adultes pour s'engager dans une démarche de formation et goûter au plaisir d'apprendre tout au long de la vie ;
- **invite les entreprises** qui comptent parmi leur personnel des employés qui ont besoin d'améliorer leurs compétences de base pour s'adapter aux nouvelles exigences du marché du travail à faire appel aux services aux entreprises des commissions scolaires pour analyser leurs besoins et dispenser une formation sur mesure de qualité ;
- **invite les personnes** ayant besoin d'apprendre à lire, à écrire et à compter, à s'inscrire comme étudiant à temps partiel ou à temps plein dans un centre d'éducation des adultes près de chez eux ;
- **en plus d'être reconnue, cette formation de base ouvre la porte sur d'autres types de formation.**

TRÉAQ FP

La table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec

L'ÉDUCATION
c'est l'affaire de tous!

1001, avenue Bégon
Sainte-Foy (Québec) G1V 4C7
(418) 651-3220

ALPHABÉTISATION

TÉLÉVISION



Jacques Michel et Danièle Mondoux, respectivement chroniqueur et animatrice de l'émission *Code d'accès en direct*, entourent Sophie Labrecque, directrice générale de la Fédération québécoise pour l'alphabétisation.

Une émission pour les «non-lisants»

Le rendez-vous du samedi matin de TQS

Un million, c'est beaucoup. Un million de dollars, un million d'années... Mais un million de personnes au Québec qui éprouvent des difficultés avec la lecture, c'est énorme. Surtout quand on considère que le tiers de celles-ci sont complètement analphabètes et vivent dans un univers où la lecture et l'écriture sont totalement absentes. Comment rejoindre ces personnes et faire éclater le carcan de l'isolement? *Code d'accès*, une émission ressource pour ces personnes et leur entourage, tente une approche simple et directe avec pour mandat de démystifier le problème, d'offrir un support moral et de prévenir le décrochage scolaire.

MARIE-HÉLÈNE
ALARIE
LE DEVOIR

En partenariat avec la Fondation québécoise pour l'alphabétisation, *Code d'accès* entame pour une troisième année, une série d'émissions diffusées sur les ondes de TQS le samedi à 10h30. Afin de dynamiser le tout, cette année on propose du direct; ce qui implique une interaction avec les téléspectateurs puisqu'ils sont invités à téléphoner pour répondre à la question du jour ou commenter les propos tenus pendant l'émission. «Ce qu'on veut faire, c'est susciter un intérêt, on se veut une espèce d'entonnoir d'information», nous dit Sylvie Pagé, coproductrice de l'émission avec Michel Laliberté. De plus, tout au long de l'émission, défile le numéro de téléphone de la ligne Info-Alpha de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation.

Déclencheur

Code d'accès se veut donc le déclencheur pour amener les téléspectateurs à faire les premiers pas. «Au fond, le message est simple. On dit aux gens: prenez le téléphone et appelez-nous», ajoute Mme Pagé. Selon les statistiques de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation, on peut recevoir jusqu'à neuf appels de demandes d'informations en provenance de la même personne avant que celle-ci n'entame une démarche concrète.

En plus de la tribune téléphonique, *Code d'accès* en direct se compose de trois blocs: Profil, Action-Prévention et Info. Dans le premier bloc, Profil, on présente le portrait d'un faible lecteur suivi d'un échange sur les as-

pects personnels et sociaux de l'alphabétisation. Vient ensuite le bloc Action-Prévention où une capsule vidéo propose des outils pratiques d'adaptation et de prévention. Quant au bloc Info, il se veut un véritable bulletin de nouvelles sur l'actualité de l'alphabétisation. Ici, on ne s'adresse pas uniquement aux personnes éprouvant des problèmes avec la lecture, mais aussi à tous les intervenants qui œuvrent dans le réseau de l'alphabétisation.

Dès les premières diffusions, l'émission atteint la cible. On constate une hausse des appels à la ligne Info-Alpha de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation, ainsi que plusieurs offres de bénévolat et même des dons de particuliers.

Si la diffusion de *Code d'accès* débute en 1998, l'aventure des producteurs commence, elle, quatre ans plus tôt. D'entrée de jeu le choix du diffuseur n'a pas été une mince tâche. «Dès le départ, un choix naturel s'imposait: Télé-Québec. D'abord et avant tout pour sa mission de télévision éducative. À cette époque Télé-Québec vivait de grands bouleversements et malheureusement notre projet n'a jamais abouti. C'est alors qu'on se tourne vers TQS qui se dit une télévision osée. C'est en partant du principe que de parler d'alphabétisation est en soi assez osé qu'on a réussi à vendre notre projet à la chaîne. Encore aujourd'hui, on y rencontre un vif intérêt et on y rejoint un large auditoire», nous explique Sylvie Pagé.

Avec *Code d'accès*, l'alphabétisation possède dorénavant un outil indispensable pour tout simplement faire en sorte que des gens se parlent, se lisent et s'écrivent.

Réseaux

Contact direct

Les difficultés des réseaux scolaires et en régions

Ils étaient 31 657 inscrits en 1991-1992 dans l'un ou l'autre programme en alphabétisation des commissions scolaires. L'année dernière, ils n'étaient plus que 10 566. Les compressions budgétaires expliquent-elles tout? À moins que ce ne soit la mise en application des nouvelles politiques d'Emploi-Québec? Toutefois, pour les gens du TRÉAQ (Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle du Québec), ou du RGAPAQ (Regroupement des groupes d'alphabétisation populaire et autonome du Québec), la réponse aux problèmes d'analphabétisme doit être plurielle et garantir aux bénéficiaires les meilleures conditions possibles dans leur démarche d'apprentissage.

MARC-ANDRÉ CÔTÉ

Avec l'avènement des nouvelles technologies et des concepts d'organisation du travail en constante évolution, la nécessité pour la population de posséder les compétences de base en lecture et en écriture est plus que jamais essentielle. Pourtant, atteindre les personnes qui veulent apprendre et surmonter leurs difficultés de lecture et d'écriture et convaincre les entreprises, les particuliers ou encore les leaders d'opinion de la nécessité de supporter l'alphabétisation par des campagnes de sensibilisation et des activités de relations publiques demeure une tâche considérable.

Malgré les efforts des commissions scolaires et des groupes d'alphabétisation populaires pour enrayer une problématique inconcevable dans un pays industrialisé et riche, environ un million d'adultes restent faiblement alphabétisés au Québec.

Inquiétudes

«La tendance actuelle est extrêmement inquiétante», confie d'emblée Aline Laforge, coordonnatrice pour la Table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle du Québec (TRÉAQ) «L'analphabétisme existe vraiment au Québec, dit-elle. Peut-on concevoir qu'à côté de chez soi une personne ne puisse lire et profiter de ce plaisir pour se développer pleinement et assurer son rôle de citoyen?»

Créée en 1975, la TRÉAQ célèbre son 25^e anniversaire à son assemblée générale de mai 2000. Elle est constituée de 63 commissions scolaires membres, soit la totalité des commissions scolaires francophones du Québec, en plus d'une anglophone et de deux à statut particulier. Autour de la TRÉAQ gravitent environ 800 cadres et hors cadres des services et des centres d'éducation des adultes et de la formation professionnelle du réseau des commissions scolaires du Québec.

La TRÉAQ a également signé une entente en juin 1995 avec la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) jetant les bases d'une collaboration active dans certains secteurs d'activités. En somme, elle vise à reconnaître et à maintenir l'expertise des services

d'alphabétisation dans les commissions scolaires en insistant sur la qualité de la formation offerte par les intervenants des commissions scolaires mais aussi à accroître l'accessibilité des adultes à des services d'alphabétisation offerts par les commissions scolaires.

«Notre rôle est d'amener les membres à se concerter en vue d'agir sur le développement de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle au Québec», note Mme Laforge. On cherche à favoriser et à promouvoir des services éducatifs de qualité et accessibles aux adultes du Québec.

Chute libre

Depuis 1991-1992, l'année où l'on compte le plus haut taux d'inscription aux services d'alphabétisation, la baisse de l'effectif est un phénomène récurrent, selon des chiffres fournis par le ministère québécois de l'Éducation. Cette année-là, 31 657 personnes étaient inscrites dans l'un ou l'autre des programmes en alphabétisation. L'année dernière, on n'en retrouvait plus que 10 566 impliquées dans un tel cheminement, une baisse considérable de 66 % sur l'ensemble du territoire québécois.

Normal. Les sommes investies en alphabétisation ont chuté depuis 1994 d'environ la moitié se chiffrent pour l'année 1999-2000 à environ 27 millions \$. Il y a six ans, les divers intervenants ont injecté jusqu'à 55 millions \$ dans le système. Conséquemment, les actions à la base ont été freinées et le système est forcé à se revoir. On est à la croisée des chemins et les commissions scolaires n'accueillent guère plus que 1 % des personnes qui ont besoin d'aide. «Il faut une certaine volonté politique d'utiliser le réseau scolaire à sa juste valeur, tranche Mme Laforge. Il y a de moins en moins de références de la part de la part d'Emploi-Québec, par exemple, qui préfère à l'heure actuelle, orienter les gens vers des programmes d'employabilité plutôt que vers ceux de formation. On cherche à envoyer la clientèle vers le marché du travail au plus tôt.»

Pour les groupes populaires habitués à vivre dans la précarité, depuis leur implantation il y a une trentaine d'années au Québec, les coupes semblent moins difficiles à vivre. Pourtant, on ne s'en réjouit pas pour autant, loin de là. Surtout



ARCHIVES LE DEVOIR

Les sommes investies en alphabétisation ont chuté depuis 1994 d'environ la moitié, se chiffrent pour l'année 1999-2000 à environ 27 millions \$.

lorsqu'on doit composer avec une subvention de départ qui, dans la plupart des cas, tourne autour des 40 000 \$.

Solutions multiples

Pour Solange Tougas, porte-parole du Regroupement des groupes d'alphabétisation populaire et autonome du Québec (RGAPAQ), la réponse aux problèmes d'analphabétisme doit être plurielle et garantir aux bénéficiaires les meilleures conditions possibles dans leur démarche d'apprentissage.

Aussi responsable du centre Déclit de Berthierville, dans la région de Lanaudière lequel encadre une trentaine d'adultes, Mme Tougas conçoit l'alphabétisation populaire comme «la maîtrise des outils essentiels que sont la lecture, l'écriture et le calcul et vise le développement des connaissances fonctionnelles, politiques, sociales et personnelles».

En fait, le rôle des groupes populaires est de faire de meilleurs citoyens en favorisant une plus grande intégration. Chaque groupe bénéficie de beaucoup de latitude pour rejoindre sa clientèle potentielle, organiser ses activités et son mode de fonctionnement. «On a dû faire des choix, dit-elle. Par exemple, pour éviter de toujours avoir à recommencer la formation et nous assurer de la qualité des formateurs, nous avons décidé de ne pas avoir de bénévoles. C'est plus cher mais ça vaut la peine. Ce n'est pas n'importe qui qui peut faire ce genre de travail.»

Chez Déclit de Berthierville, qui œuvre en milieu rural pauvre, on avoue d'emblée que les besoins diffèrent de ceux du Centre-Sud de Montréal ou d'un quartier comme Côte-des-Neiges, où il y a des bassins importants d'immigrants. «On voit beaucoup de gens d'un certain âge qui souvent ne peuvent compter sur un moyen de transport ou même l'autobus pour se déplacer et venir suivre des cours comme en ville», explique Mme Tougas. C'est une réalité à laquelle on doit s'adapter dans la programmation de nos activités et structurer des ateliers itinérants pour ne pas les perdre.

Approche globale

Et l'approche favorisée par les groupes populaires met de l'avant l'importance du groupe, de la cellule d'apprentissage afin de créer des liens mais aussi de briser l'isolement. Cette vision commune se traduit dans la réalité par un projet spécifique dont l'ensemble des composantes est orienté vers une approche globale et démocratique.

«Au temps des élections, par exemple, on s'affaire à visiter les journaux pour s'assurer qu'il y ait une compréhension globale autant des enjeux que de ce qui est dit au jour le jour, dit Mme Tougas. Mais aussi, il y a les petites choses qui sont très importantes: comme le bulletin de vote. On apprend mais on démystifie aussi.»

En ce sens, en plus des apprentissages en lecture, en écriture et en calcul, de l'acquisition de connaissances générales, de l'initiation dans certains groupes aux nouvelles technologies, le participant apprend également à connaître les lieux d'expression de la citoyenneté. Petit à petit, il apprend à faire valoir ses droits, à s'impliquer dans une organisation démocratique, à exprimer son opinion, à développer une analyse critique et à réaliser des projets en commun.

«Comme le groupe est important, on essaie aussi d'intégrer des anciens qui peuvent expliquer leur démarche et rassurer les nouveaux», note Mme Tougas.

Et pour rester près de la base, par conséquent de sa clientèle potentielle, il faut faire preuve d'imagination. Les analphabètes ne sont pas tous des assistés sociaux ou des gens vivant dans une grande précarité financière, remarque Mme Tougas. «On visite les écoles pour sensibiliser les jeunes, puis qu'il y en a de plus en plus d'analphabètes dans ce groupe d'âge, et quelquefois ils réalisent que leurs parents ont des problèmes. Mais aussi, on organise des activités plus informelles comme un souper aux hot-dogs pour des travailleurs en usine. Ce sont ces petits gestes qui parfois ont le plus d'impact...»



Bonjour,

À l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation, je tiens à féliciter tous les organismes qui cherchent à sensibiliser la population canadienne à l'analphabétisme et qui interviennent auprès des personnes aux prises avec cette réalité.

La prospérité, la justice et la sécurité sont intimement liées à l'alphabétisation de tous les membres d'une société. En effet, la qualité de vie dont jouissent les Canadiennes et les Canadiens est un hommage à tous les apprenants qui ont su relever ce défi au fil des décennies.

Dans les pays en développement, la réalité est encore tout autre. En l'an 2000, on dénombre encore plus de 880 millions d'adultes analphabètes et plus de 112 millions d'enfants d'âge scolaire qui ne fréquentent pas l'école.

À titre de ministre canadienne de la Coopération internationale, j'appuie l'éducation de base, notamment grâce aux programmes d'alphabétisation de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et de ses partenaires.

Maria Minna

Maria Minna
Ministre de la Coopération internationale



Agence canadienne de
développement international

Canadian International
Development Agency

ALPHABÉTISATION NOUVELLES PROPOSITIONS

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

FAIS CE QUE DOIS



Association des professionnels
de l'enseignement du français
au collégial

- Au service exclusif des personnes dédiées à l'enseignement du français au collégial;
- Lieu de rencontre, de convergence des intérêts des professeur(e)s et d'acheminement de leurs résolutions vers les instances concernées
- Diversifiée dans ses activités : colloque annuel (avec collègues, responsables du Ministère et auteur(e)s de renom); quatre Bulletins et Lettres par an; événements consacrés ou occasionnels (Prix du Ministre, États généraux de l'Éducation, Printemps du Québec à Paris); rédaction de 6 mémoires en 9 ans, pour le Ministère et les États généraux...
- Membre de la Fédération internationale des Professeurs de Français.

Adhérer à l'APEFC, c'est aider à être plus entendus,
mais surtout de plus en plus ÉCOUTÉS.

Renseignements :
tél. (450) 455-0242 courriel : tizi@videotron.ca

ALPHABÉTISATION

Mondialisation et exclusion

La fin du contrat social

Les nouveaux emplois européens s'adressent à une clientèle hautement qualifiée

Si les sociétés avancées européennes, voire même nos voisins du Sud, les États-Unis, sont utilisées afin de servir de modèle des sociétés futures, alors danger! Il n'y aurait qu'un seul avenir pour les travailleurs pas ou faiblement scolarisés: le chômage, avec la misère et la pauvreté qui l'accompagnent. Un regard statistique sur le monde du travail où la classe des travailleurs, après celle des paysans, apparaît, vu sous l'angle des grands nombres, comme en voie de disparition. La paix sociale ne peut toutefois être garantie pour les mieux nantis que si la pauvreté est éliminée.

GÉRARD VERNA

Partout en Europe le chômage recule, mais cette décrue ne profite pas à tous les demandeurs d'emploi. Pire, « un noyau dur d'exclus » risque de se constituer si aucune action spécifique n'est engagée en direction de ceux qui sont brisés par vingt-cinq années de crise.

Selon Jean-Baptiste de Foucauld, dans *Solidarités nouvelles face au chômage*, « Dans une période de croissance et de difficultés de recrutement, la tentation sera forte d'imputer le chômage aux chômeurs, ce qui entrainera alors un mouvement de repli encore plus marqué des intéressés, qui aggraveront ainsi leur propre exclusion. »

Partout en Europe, la société se défait. Le contrat social progressivement élaboré depuis plus de cinquante ans autour du plein emploi et de l'Etat providence ne parvient plus à assurer à lui seul la cohésion de nos sociétés. L'accroissement continu d'une richesse de plus en plus mal partagée, s'accompagne d'une fracture sociale qui devient insupportable.

Sur les causes du chômage de masse en Europe on peut s'interroger: mutation technologique informationnelle, qui interdirait désormais que les travailleurs « libérés » par les gains de productivité obtenus dans un secteur se déversent dans un autre; effets de la mondialisation dont l'ambition discrète entraînerait la destruction du collectif et l'appropriation par le secteur privé des sphères publique et sociale ou effets de la spéculation financière?

Le nouveau capitalisme

Dès les origines, la destruction et la dépossession des savoirs constituent un élément du capitalisme. Ce sont des processus d'appauvrissement et de fragilisation. En cas de perte d'emploi, de nombreux travailleurs sont alors dans l'incapacité de se reconverter, du moins à court terme. Leur précarisation est renforcée par cette dépossession. La pauvreté s'insinue dès que les savoirs, individuels et collectifs, sont extirpés de ceux qui les avaient accumulés et expérimentés depuis des lustres. Comme l'irréversible crée toujours le discontinu, l'extrême évolution technologique récente est source de ruptures entre ceux qui peuvent encore apprendre et ceux qui ne savent plus.

Les statistiques récentes sur l'emploi en Europe sont significatives à cet égard et permettent deux constats: l'amélioration est sensible pour les diplômés, inexistante pour les autres.

Les emplois nouvellement créés concernent exclusivement les plus qualifiés, quand, en France par exemple, 61,4 % de la population active salariée n'a pas de diplôme universitaire. Le risque est alors de réaliser le plein-emploi pour un quart des travailleurs avec un taux de chômage global se maintenant à 9 ou 10 %.

Seuls cinq petits pays européens ont pu réduire le chômage à moins de 5 %. La Suisse n'y parvient pas malgré ses expulsions de travailleurs étrangers, ni l'Irlande qui ne maintient sa croissance qu'en important de la main-d'œuvre qualifiée, ni l'Allemagne qui malgré ses syndicats fait venir 70 000 informaticiens indiens, ni le Royaume Uni, pionnier de l'ultra libéralisme qui se flatte d'un taux de chômage assez bas (6,3 %), mais où, en moins de vingt ans, le nombre de « pauvres » est passé de quatre à douze millions, (un quart de la population en 1999) avec deux millions d'enfants au travail dont 500 000 ont moins de treize ans!

Bilan américain

Même aux États-Unis, après huit ans de présidence démocrate, le pays compte 44 millions de citoyens privés d'assurance-maladie, dont 11 millions d'enfants. Malgré une prospérité sans précédent, les inégalités se creusent: depuis 1977, les ressources des 20 % d'Américains les plus pauvres ont diminué de 9 %, et celles des plus fortunés ont augmenté de 43 %, selon le Center on Budget and Policies Priorities.

En raison des évolutions technologiques, la croissance a de moins en moins besoin de bras. Le secteur manufacturier ne représente plus que 18 % des emplois qui se transforment au fur et à mesure de la tertiarisation de l'économie et de l'informatisation des entreprises. Si bien que 75 % des emplois manufacturiers sont en fait consacrés à des tâches cléricales et que les ouvriers sont en train de disparaître de notre société comme l'ont fait les paysans avant eux.

Le risque évident de fracture

sociale grandissante ne peut pas laisser indifférent. Les autorités politiques doivent faire en sorte que les personnes en situation difficile n'affrontent pas des difficultés nouvelles au moment où les choses commencent à aller mieux pour la majorité de la population.

Au congrès de 1999 de l'European Antipoverty Network à Helsinki, il est apparu que les parcours de réinsertion risquent d'être longs pour les personnes auxquelles un «retrait prolongé du marché du travail» a fait perdre certaines compétences. Il faut donc prévoir un mélange de soutiens économiques et sociaux, pour qu'elles ne soient pas exclues définitivement du travail, et de tout ce qu'il procure: statut, revenu, liens sociaux.

France et Allemagne

En France l'exemple de l'exclusion des services bancaires est significatif. Les millions de bénéficiaires de prestations sociales minimales ou les personnes ayant des emplois précaires, ont de grandes difficultés pour ouvrir un compte bancaire, puis bénéficier d'une carte de retrait. Les groupes d'action sociale demandent la mise en place d'un service bancaire minimum gratuit comprenant au moins l'ouverture d'un compte de dépôt; la délivrance de moyens de paiement, notamment des chèques; une carte de retrait et deux chèques de banque par an.

En Allemagne, dans le quartier berlinois de Kreuzberg, la nouvelle agence pour l'emploi Stellwerk doit fournir un travail stable à certaines des 1,5 million de personnes qui n'ont pas travaillé depuis plus d'un an, qui n'ont pour la plupart aucune qualification et accumulent les «petits boulots» avec ABM — Arbeits Beschaffung Massnahme. Elles vivent des allocations de chômeurs en fin de droits, de l'aide sociale, et d'un peu de travail au noir. Mais la peur de l'avenir se fait de plus en plus pesante pour elles, car les programmes publics pour l'emploi sont appelés à disparaître, les autorités allemandes ne souhaitant plus subventionner que des salaires.

Aucun pays n'a encore trouvé de solution parfaite pour réinsérer les plus déshérités dans la société. Cela n'était pas une priorité jusque là tant étaient nombreux les autres problèmes sociaux à régler. Mais aujourd'hui alors que les pays occidentaux bénéficient enfin d'une période de grâce économique, il importe, tant pour des raisons de morale et de justice que pour des raisons de remise en ordre de notre société, que nous nous fassions le nécessaire pour vider ces dernières poches de pauvreté.

Gérard Verna est professeur au département de management de l'Université Laval.

Troubles d'apprentissage

Handicaps cachés!

La normalité n'est pas la norme pour plus de 700 000 Québécois

Nous savons qu'environ le tiers des jeunes ne parviendront pas à obtenir leur diplôme de cours secondaire. Or, de ce nombre, le tiers souffrirait d'un trouble d'apprentissage. On considère en fait que de 10 à 15 % de la population serait affligée d'un tel «handicap invisible», ce qui correspond à plus de 700 000 Québécois. Pourtant, il s'agit d'une problématique dont on n'entend guère parler. Quand la difficulté d'apprentissage n'a rien à voir avec le niveau d'intelligence de celui qui doit apprendre.

CLAUDE LAFLEUR

«Les enfants qui souffrent de troubles d'apprentissage démontrent pour la plupart un quotient intellectuel normal, et même souvent supérieur à la moyenne, mais il y a chez eux un petit quelque chose qui ne fonctionne pas bien», explique Denise Marquez, directrice générale de l'Association québécoise pour les troubles d'apprentissage (AQETA) «Ces enfants sont capables d'apprendre, mais pas de la même façon que le font les autres», précise-t-elle.

Pour eux, un certain type d'apprentissage ne s'effectue pas normalement. Or, la cause exacte de ce dysfonctionnement n'est pas reliée à l'intelligence, indique la spécialiste, mais plutôt à la façon dont le cerveau traite l'information. «Il y a une carence dans la capacité de traiter l'information», précise-t-elle. Parmi la panoplie de troubles d'apprentissage bien connus, on recense le déficit d'attention, l'hyperactivité et la dyslexie. Il s'agit en fait d'un ensemble de troubles causés par une disjonction du système nerveux central qui se manifeste par des retards et/ou par des difficultés aux niveaux de la mémoire, de la coordination, de la communication, de la lecture, de l'écriture, du calcul, de la sociabilité, de la maturité, etc.

En 1966, des parents s'organisent

Même s'ils sont connus depuis des décennies, les troubles d'apprentissage demeurent aujourd'hui encore très mal définis. C'est ainsi, rapporte Mme Marquez, que l'AQETA a été fondée dès 1966 par des parents qui étaient conscients que leurs enfants éprouvaient des difficultés scolaires sans pourtant que personne ne comprenne la nature précise de celles-ci. «Ces parents se sont organisés pour trouver quelqu'un qui pourrait évaluer le niveau intellectuel et les capacités d'apprentissage de leurs enfants, dit-elle, et c'est comme ça que, au bout du compte, les troubles d'apprentissage ont commencé à être discutés au Québec.»

L'association est donc un organisme sans but lucratif dont la mission est de faire connaître la problématique et de favoriser le droit à l'éducation, au développement social, à l'emploi et au bien-être des personnes qu'elle représente. En particulier, l'AQETA organise chaque année un congrès international — le plus important au Canada — où un millier de spécialistes (chercheurs, intervenants, parents et personnes concernées) discutent des plus récents développements en la matière. L'organisme offre également des ressources spécialisées pour venir en aide à ceux qui font face au problème.

En effet, comme le relate Mme Marquez, les troubles d'apprentissage ne disparaissent pas une fois les études complétées. «Quelqu'un qui a, par exemple, une difficulté de concentration conservera celle-ci une fois devenu adulte; il va perdre ses clés ou, s'il n'a pas son agenda, va oublier la moitié des choses qu'il a à faire... On parle par conséquent d'un handicap invisible puisque cette personne paraît normale et qu'elle a physiquement tout ce qu'il lui faut mais, pourtant, il y a un petit quelque chose qui ne marche pas.»

Elle cite ainsi l'exemple de sa fille, aujourd'hui une adulte qui réussit fort bien sa vie. «Elle s'intéressait à tout mais ne se concentrait sur rien, raconte-t-elle. Et comme son bureau était tout à l'envers, on me faisait demander à l'école pour me lancer: "Elle n'a pas d'ordre, cette enfant! Et pourtant, c'est une fille intelligente... Qu'est-ce qui se passe avec elle?" De fait, personne ne comprenait ce qui se passait... moi non plus d'ailleurs! Or, on a fini par découvrir qu'elle était hyperactive et souffrait d'un déficit d'attention.»

Handicap et trouble passager

Souvent d'ailleurs, a constaté Mme Marquez, il s'avère fort difficile d'identifier un trouble d'apprentissage. Il ne faut en effet pas confondre ce handicap avec un trouble passager, comme par exemple le manque de concentration que peut vivre un enfant durant la période trouble où ses parents se séparent. Il y a par ailleurs des enfants qui souffrent d'une maladie comme la dépression. Ce qui distingue un trouble d'apprentissage, c'est une difficulté scolaire qui persiste.

Il ne s'agit alors pas d'un dysfonctionnement socio-affectif (problème circonstanciel) ni d'une maladie psychiatrique (qui risque de s'aggraver dans le temps), mais bel et bien d'un dysfonctionnement sur le plan neurologique, d'une anomalie dans la manière d'apprendre. «Mais cela ne veut pas dire qu'un tel enfant, lorsqu'il éprouve des difficultés scolaires, ne souffre pas en même temps d'un problème socio-affectif», précise Mme Marquez.

«L'enfant peut ainsi avoir des problèmes de comportement, mais ce n'est pas la cause de ses difficultés d'apprentissage...»

Comment identifie-t-on un trouble d'apprentissage? Il y a, nous dit Mme Marquez, des signes avant-coureurs. «C'est habituellement le parent qui se rend compte que, dans un groupe, les



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

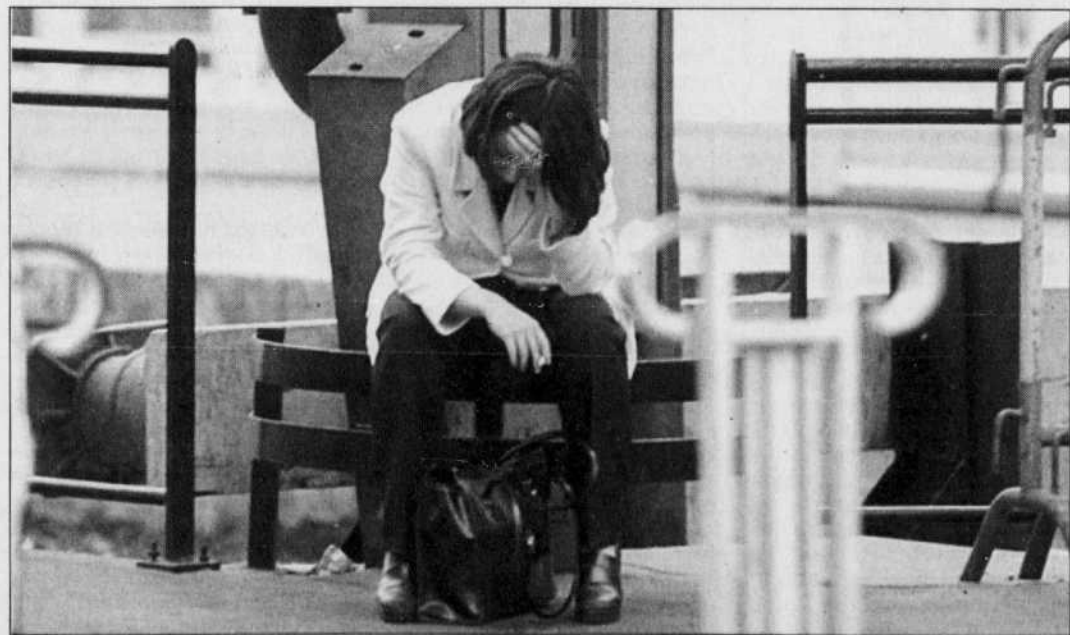
Les enfants qui souffrent de troubles d'apprentissage sont capables d'apprendre, mais pas de la même façon que le font les autres.

autres enfants fonctionnent mieux que le sien... Outre les troubles d'apprentissage bien connus — difficultés d'écriture et de lecture —, il y a aussi les problèmes de sociabilité; l'enfant a alors tendance à se replier sur lui-même parce qu'il a une difficulté à socialiser. Dès la maternelle, l'enfant est toujours un peu différent des autres. S'il a un problème de motricité, par exemple, s'il a de la difficulté à tenir son crayon, il aura bien entendu de la difficulté à écrire...»

Consulter un pédiatre

Elle insiste sur le fait que souvent il y a «un petit quelque chose» qui ne va pas, mais que l'évaluation de ce trouble n'est pas facile à faire. Elle suggère alors de consulter un pédiatre et même d'insister lorsqu'on se fait répondre que, en tant que parent, on s'inquiète un peu pour rien. Elle recommande en particulier de consulter les équipes multidisciplinaires des hôpitaux pour enfants puisque, ailleurs, les troubles d'apprentissage sont encore méconnus... même des pédiatres.

En outre, l'AQETA publie une grille d'évaluation des signes avant-coureurs dès la petite enfance dans un guide pratique à l'intention de ceux et celles qui veulent en savoir plus. Il s'agit de l'ouvrage *Les Troubles d'apprentissage. Comprendre et intervenir* publié aux Éditions Sainte-Justine.



Les exclus du monde du travail sont de plus en plus nombreux en Europe.

REUTERS

La lecture et l'écriture : des clés qui ouvrent des millions de portes!

En cette ère de l'Internet et des nouvelles technologies, il est surprenant de penser qu'une partie de la population ait des difficultés à lire et à écrire. C'est pourquoi, nous nous devons de déployer des efforts supplémentaires afin de communiquer efficacement avec tous les Canadiens et Canadiennes.

Félicitations à tous ceux et celles qui, grâce à leur détermination et à leur persévérance, découvrent les joies de la lecture et de l'écriture à un âge adulte!

Dyane Adam
Commissaire aux langues officielles

RÉGION DU QUÉBEC
2021, avenue Union
Bureau 805
Montréal (Québec) H3A 2S9
Tél. : (514) 283-4996 ou
1 800 363-0628

ADMINISTRATION CENTRALE
Édifice Canada
344, rue Slater, 3^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0T8
Tél. : (613) 996-6368
1 877 996-6368

COMMISSARIAT AUX LANGUES OFFICIELLES
OFFICE OF THE COMMISSIONER OF OFFICIAL LANGUAGES

Site web : www.ocol-clo.gc.ca

Pour une société pleinement alphabétisée en français

Des groupes travaillant à la promotion de l'alphabétisation en français partout au Canada ...

Fédération Franco-Ténoise
Territoires du nord-ouest Tél. : (867) 920-2919
Courriel : ft@franco-nord.com

Association Franco-Yukonnaise
Yukon Tél. : (867) 668-2663
Courriel : francoyk@yknnet.yk.ca

Éducentre
Colombie-Britannique Tél. : (604) 708-5100
Courriel : paulettebouffard@educentre.com

Centre éducatif communautaire de l'Alberta
Alberta Tél. : (780) 645-6604
Courriel : ceca@mcsnet.ab.ca

Pluri-elles (Manitoba) Inc.
Manitoba Tél. : (204) 233-1735
Courriel : plurielles@home.com

Association régionale de la côte-ouest
Terre-Neuve Tél. : (709) 642-5254
Courriel : adele@esa.k12.nf.ca

Équipe d'alphabétisation — Nouvelle-Écosse
Nouvelle-Écosse Tél. : (902) 648-2253
Courriel : equipealphane@fanc-argyle.ns.ca

Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard
Île-du-Prince-Édouard Tél. : (902) 854-3010
Courriel : information@teleco.org

Fédération d'alphabétisation du
Nouveau-Brunswick,
Nouveau-Brunswick Tél. : (506) 473-4404
Courriel : fanb@nbnet.nb.ca

Regroupement des groupes francophones
d'alphabétisation populaire de l'Ontario
Ontario Tél. : (905) 454-7702
Courriel : rgfapo@on.aibn.com

Centre franco-ontarien de ressources en
alphabétisation
Tél. : 1 888 814-4422 ou (705) 524-3672
Courriel : www.centrefora.on.ca

Collectif de recherche pédagogique
Maison de la francophonie
Québec Tél. : (418) 528-8795
Courriel : autremendit@acica.com

Réseau national d'action éducation femmes
Tél. : (613) 741-9978
Courriel : rnaefdg@sympatico.ca

FCAF
Tél. : (613) 749-5333
Sans frais : 1 888 906-5666
www.franco.ca/alpha

• ALPHABÉTISATION •

Un investissement prioritaire et rentable

La solution au problème de l'analphabétisme passe par une coordination des efforts de plusieurs milieux, dont l'école bien sûr, mais aussi la famille, l'entreprise et tous les intervenants sociaux concernés

Ce que la société investit dans l'alphabétisation de ses citoyens rapporte d'importants bénéfices, bien au-delà des secteurs où œuvrent les personnes analphabètes: leur entourage immédiat en bénéficie, tout comme leurs employeurs actuels ou à venir. Alphabétiser, c'est prévenir, c'est aussi éviter des dépenses gouvernementales majeures. Les retombées positives sont multiples et se font sentir chez les individus, les entreprises et autres organismes, bref sur la communauté dans son ensemble.

JACQUES GIRARD

Président du conseil de Domtar et président-directeur général de Montréal International

George Bernard Shaw a déjà dit: «Ce que souhaite toute société, c'est de voir ses enfants à la poursuite de la connaissance et non la connaissance à la poursuite de ses enfants». Il arrive malheureusement que, dans nos sociétés modernes, l'inverse ait tendance à se produire trop souvent.

Progrès spectaculaires

Au cours des 40 dernières années, les Québécois ont franchi des pas de géant, passant du dernier au premier rang en Amérique du Nord, en matière de scolarisation. En 1997-1998, 65 % des jeunes de 15 à 24 ans fréquentaient l'école au Québec, tout comme en Ontario, contre 62 % aux États-Unis. Vu sous cet angle, le taux d'abandon scolaire est donc plus faible chez nous qu'ailleurs sur le continent. Pour bien mesurer les progrès réalisés au cours des quatre dernières décennies, il suffit de constater que les Québécois âgés de 33 ans sont restés à l'école, en moyenne, cinq années de plus que leurs aînés âgés aujourd'hui de 73 ans. Vous croyez peut-être que ce fut la même chose un peu partout? Pas du tout. Les Ontariens et les Noirs américains ont passé trois ans de plus à l'école pendant la même période. Les Blancs américains... une seule année de plus. En moyenne, le Québécois âgé de 33 ans a aujourd'hui 14 années de scolarité; l'Ontarien, 13,9; le Blanc américain, 12,1 et le Noir américain, 9,4.

Poussons un peu plus loin. Comment nous comparons-nous aux autres pays industrialisés? Nous détenons, au Québec, un des plus forts taux d'obtention d'un diplôme d'études secondaires des pays de l'OCDE. 87 % des Québécois ont un DES, alors que la moyenne des pays de l'OCDE est de 80 %. Ces données extrêmement intéressantes tiennent compte bien sûr des diplômes obtenus, tant dans le système qu'on pourrait qualifier de régulier, que dans le cadre de l'éducation des adultes. Tout cela fait en sorte que l'espérance de scolarisation pour un petit Québécois de cinq ans est plus élevée au Québec que dans la plupart des pays de l'OCDE. Cet enfant québécois de cinq ans fréquentera probablement l'école pendant 17 années, contre 15,2 dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Seule la Belgique se classe à cet égard devant le Québec.

Mais, ce n'est pas tout. Il ne suffit pas de fréquenter l'école jusqu'à l'université. Encore faut-il y décrocher un diplôme. Où en sommes-nous à cet égard comparativement à d'autres pays? Le taux d'obtention des diplômes universitaires est plus élevé au Québec que dans la presque totalité des pays industrialisés. Près d'un Québécois sur trois obtient un baccalauréat contre 24 % dans les pays du G-8 et 20 % dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Seuls les Américains obtiennent une meilleure performance à cet égard. Un cran plus haut, 7,8 % des Québécois obtiennent une

maitrise, c'est-à-dire exactement deux fois plus que dans l'ensemble des pays de l'OCDE.

Retombées économiques et sociales majeures

Ces progrès importants ne sont pas le fruit du hasard. Ils sont plutôt le résultat d'investissements massifs en éducation réalisés par les gouvernements qui se sont succédé au cours des 40 dernières années au Québec. Ça donne quoi d'investir en éducation? Je suis persuadé que l'investissement en éducation est sans aucun doute le plus important qu'un pays puisse faire. C'est de loin celui qui rapporte le plus, tant aux plans économique que social, tant au niveau individuel que collectif.

La région de Montréal a réussi à convertir son économie fondée essentiellement sur une industrie manufacturière traditionnelle en une économie de pointe fondée sur le savoir, en raison essentiellement de quatre décennies d'investissements massifs en éducation. Il ne faut jamais oublier le fait que Montréal a été le berceau de l'industrialisation en Amérique du Nord et a dû traverser cette cruciale période de mutation au moment où un déplacement massif d'est en ouest de l'activité économique s'accélérait en Amérique du Nord. Bien peu de grandes régions urbaines du nord-est américain ont réussi le tour de force de rebâtir leur économie sur les bases les plus modernes comme Montréal a su le faire et je suis convaincu que nous devons ce succès à la formation de notre main-d'œuvre.

Aujourd'hui, Montréal est au Canada ce que Boston est aux États-Unis: la métropole de la matière grise. Quatre grandes universités, au-delà d'une trentaine de collèges, plus de 400 centres de recherche publics et privés, le tout inscrit solidement dans un réseau tissé serré et générateur d'une extraordinaire synergie avec le secteur privé. D'ailleurs, c'est là une des raisons pour lesquelles Montréal compte maintenant parmi les plus grands centres d'innovation en Amérique du Nord. D'ailleurs elle compte le plus grand nombre d'étudiants universitaires par capita. Sachant d'où nous partions, il y a de quoi être fiers.

Montréal est reconnu comme un grand centre dans le domaine de la haute technologie; de l'aérospatiale; de la biopharmaceutique et des technologies de l'information. Mentionnons également notre réputation internationale dans certains domaines, comme le génie-conseil, les services financiers et combien d'autres. Saviez-vous par exemple que 70 % des informations transmises sur Internet en Amérique du Nord transitent via des systèmes à large bande fabriqués dans la région de Montréal? Trois simulateurs de vols sur quatre utilisés actuellement dans le monde ont été fabriqués chez nous et, ce ne sont là que quelques exemples.

Pourquoi un tel revirement? L'éducation. Le capital voyage d'un bout à l'autre de la planète en une fraction de seconde. Les matières premières sont transportées rapidement, facilement et à des coûts de plus en plus réduits. Tandis que la main-d'œuvre quali-



PAUL DUCHARME
Jacques Girard, président du conseil de Domtar et président-directeur général de Montréal International.

fiée, il faut la recruter, la former, la maintenir à jour sur une base régulière et lui fournir un cadre de vie de haute qualité. Voilà où Montréal offre un avantage compétitif de très haut niveau.

La face cachée du Québec

Toutefois, il faut reconnaître que pendant que nous voguons allègrement vers une économie du savoir à très haute valeur ajoutée, nous risquons en même temps d'échapper une partie importante de notre population, qui ne peut pas bénéficier des avantages de nos succès.

Sans atténuer les succès dont je viens de parler, il faut aussi reconnaître que nous sommes confrontés, comme pratiquement toutes les sociétés industrialisées, à un problème important et inquiétant d'analphabétisme. Dans le décor que je viens d'évoquer, le mot analphabétisme est discordant. Pourtant, il s'agit bien d'une réalité avec laquelle nous sommes aux prises quotidiennement. Malgré tous nos investissements en éducation, nous n'avons pas réussi à endiguer ce véritable fléau, dont les conséquences sont dramatiques au premier chef pour les individus directement concernés, puis pour les entreprises et finalement pour toute la société.

Le philosophe Epicure a dit: «Seuls les gens éduqués sont libres.» Cela s'avère encore plus juste dans une société de haute technologie que la nôtre.

Gens démunis

Or, il faut se rendre à l'évidence, près d'un million de Québécois sont à l'heure actuelle qualifiés d'analphabètes fonctionnels. Un adulte sur quatre. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne savent absolument ni lire ni écrire. On considère comme analphabète

une personne qui affiche une faible capacité de traitement de l'écrit qui nuit au bon fonctionnement en société, tant sur le plan personnel que social et professionnel. A cet égard, les données sont alarmantes.

Selon Statistique Canada, 275 000 adultes ne pouvaient ni lire ni écrire et 595 000 ne pouvaient repérer un mot familier dans un texte. Un travailleur sur trois et un cadre sur cinq présentent de faibles capacités de lecture et d'écriture. 1 235 000 personnes peuvent tout juste exécuter des opérations simples, comme l'addition et la soustraction.

Bien sûr, un bon nombre de ces personnes se trouvent dans les couches les plus âgées de la population, celles et ceux qui ont fréquenté l'école avant que le Québec n'investisse massivement en éducation. Mais, plusieurs d'entre eux font encore partie de la population active et y demeureront d'autant plus longtemps que leur niveau de revenus ne leur permet généralement pas de retraite anticipée. Il n'est pas question de les laisser à leur sort sans encourir des conséquences néfastes qui se font sentir dans l'ensemble de la société. Or, seulement 2 % des budgets de formation des entreprises sont consacrés à la formation de base. À ce rythme, nous encourageons de graves problèmes.

D'ailleurs, la plus récente étude *Lire l'avenir: Portrait de l'analphabétisme au Canada* (EIAA) de Statistique Canada, issue d'une enquête internationale de l'OCDE et démontre une situation alarmante au niveau de l'analphabétisme en ce qui concerne les 16-25 ans du pays, ce qui n'a rien pour nous rassurer. En effet, 11 % des jeunes de 16 à 25 ans sont incapables de comprendre l'information contenue dans des textes tels les éditoriaux et 10 % ne peuvent utiliser des documents

d'usage courant, comme des demandes d'emploi, des formulaires de paie, ou même des horaires de transport.

Il est donc difficile, dans ces conditions, de parler d'un fait marginal. Phénomène tout aussi inquiétant, on évalue à environ 2 % le nombre d'analphabètes qui ont entrepris des démarches pour se tirer d'affaires, malgré le fait que le ministère de l'Éducation consacre actuellement 15,5 millions de dollars au financement des organismes œuvrant dans ce domaine. Pourtant, on sait que plus de la moitié des personnes considérées comme analphabètes ont des revenus annuels de moins de 10 000 \$ et plus de 65 % ont des revenus inférieurs à 15 000 \$, c'est-à-dire à peine les deux tiers des revenus des autres citoyens.

Entreprises interpellées

Le problème concerne les entreprises au premier chef. Dans le secteur manufacturier, un travailleur sur quatre vit un problème d'analphabétisme, ce qui se traduit par des coûts évalués à près de quatre milliards \$ par année pour nos entreprises: des coûts reliés à la santé et à la sécurité au travail. Des situations qui mettent en péril non seulement la sécurité des travailleurs concernés, mais aussi celle des collègues de travail; des coûts découlant de la difficulté de comprendre les directives les plus simples pour effectuer le travail assigné. Une conséquence parmi bien d'autres, une quantité anormalement élevée de produits défectueux; des coûts reliés à une faible capacité de communication, de travailler en équipe, de faire part de ses observations de façon structurée; des coûts découlant d'une faible motivation entraînée par le sentiment de ne pas être dans le coup; des coûts reliés au maintien de tâches trop simples dans des domaines de plus en plus complexes. Et, combien d'autres coûts dont, souvent, nous ne nous doutons même pas.

Les chefs d'entreprise s'entendent pour affirmer qu'une faible capacité de lecture et d'écriture constitue un handicap important dans tout effort pour accroître la productivité. Que dire de la capacité d'innover d'une entreprise lorsque plusieurs de ses employés éprouvent ce genre de problème. Quant à l'adoption de technologies avancées, la situation devient presque catastrophique.

Que faire?

La situation me paraît très claire. Nous réussissons très bien à former la main-d'œuvre ultra-spécialisée, dont nous avons besoin. La liste des succès que j'ai mentionnés en témoigne éloquentement. Par contre, nous devons sérieusement nous mettre à l'œuvre, afin d'intégrer pleinement au sein de la main-d'œuvre active les centaines de milliers de personnes qui ne disposent pas des moyens pour bénéficier de la richesse collective et pour participer autant qu'ils le souhaiteraient à la création de cette richesse.

En premier lieu, il me semble nécessaire de reconnaître que la solution au problème de l'analphabétisme passe par une coordination des efforts de plusieurs milieux, dont l'école bien sûr, mais aussi la famille, l'entreprise et tous les intervenants sociaux concernés. Les lieux et les situations d'apprentissage sont multiples et ils doivent tous être mis à contribution, chacun à leur façon.

Une chose est certaine, une partie de nos jeunes «désapprennent» ce qu'ils ont appris à l'école. Pour maintenir et même accroître sa capacité de lecture et d'écriture, il n'y a qu'un moyen: lire et écrire régulièrement. Ce n'est pas comme nager ou aller à bicyclette. À défaut de lire et d'écrire régulièrement, on se rouille rapidement. En conséquence, toute forme d'intervention qui incite à lire et à écrire devrait être encouragée par tous les moyens possibles, même dans un monde où l'image prédomine de plus en plus. Bien sûr, ce n'est pas une mince tâche.

Quant à l'entreprise, elle doit contribuer à la formation de base ce qui permet de s'attaquer au problème de fond, un des moyens étant de faciliter l'accès à l'alphabétisation. C'est souvent lorsque l'entreprise décide de modifier ses façons de faire, introduit de nouvelles technologies ou modifie de façon importante son organisation du travail qu'elle découvre l'ampleur du problème chez elle. Il ne faut surtout pas attendre d'avoir atteint cette étape stratégique pour agir.

Je crois que les employeurs doivent comprendre l'importance de faciliter davantage les approches d'alphabétisation en milieu de travail. L'analphabétisme n'est pas un défaut à cacher, c'est un défi à relever, défi qui concerne au premier chef l'entreprise. Ne sera-t-elle pas la première à bénéficier d'une capacité raisonnable de lire et d'écrire de tous ses employés?

Je laisse aux spécialistes le soin de vous parler des meilleures méthodes à utiliser dans ce domaine. Mais, je tiens quand même à souligner que l'étape du dépistage est probablement le moment le plus important de toute la démarche. Personne ne se vante de ses difficultés à lire et à écrire. Au contraire, la plupart des personnes concernées déploient des trésors d'imagination pour faire illusion. Comportement facilement compréhensible dans une société où la performance est célébrée de toutes les façons. Donc, doigté et subtilité s'imposent.

Deuxième volet, au-delà des efforts requis au sein des milieux de travail, les entreprises peuvent jouer un rôle particulièrement utile en appuyant les organismes voués à l'alphabétisation. Plusieurs de ces organismes ont développé une expertise irremplaçable en travaillant quotidiennement avec les clientèles concernées. Ils connaissent leurs besoins, ils savent comment les aborder et ils ont démontré leur capacité de travailler efficacement avec eux. À ce chapitre permettez-moi de souligner l'excellent travail effectué par la Fondation québécoise pour l'alphabétisation.

En conclusion, j'insiste à nouveau sur l'importance pour toute notre société de s'attaquer avec tous les moyens requis à la lutte contre l'analphabétisme. Le maintien de nos acquis, si impressionnants soient-ils dans le domaine de l'éducation, et de notre performance aux plans économique et social, passe par le succès de cette vaste entreprise à laquelle nous sommes tous conviés.

Aucune société au monde ne peut tirer son épingle du jeu dans le contexte de la mondialisation en laissant un joueur sur quatre sur le banc au plus fort de la lutte. Toutes nos ressources sont requises. Il s'agit de donner à tous les moyens de contribuer dans toute la mesure de leur talent, de leurs désirs et de leurs possibilités aux succès collectifs.

Ce texte est une version modifiée du document présenté au Colloque international sur l'alphabétisation et la formation de base en entreprise, tenu à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal en septembre 1999.

Jacques Girard a été sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation du Québec de 1974 à 1978, puis sous-ministre à ce même ministère jusqu'en 1983. P.-d. g. de la Société de radio-télévision du Québec (1983-1988), sa carrière se poursuit au sein du Groupe Quebecor (1988-1996) où il fut, entre autres, éditeur du *Journal de Montréal* (1989-90) et président du groupe (1994-1996). Il est membre de plusieurs conseils d'administration: Bibliothèque nationale, Grands ballets canadiens, Groupe Vidéotron, Fondation Armand Frappier, Centre hospitalier de l'Université de Montréal et la Zone de commerce international de Montréal à Mirabel.

À l'occasion de la journée internationale de l'alphabétisation, l'Institut canadien d'éducation des adultes salue les citoyennes et les citoyens qui partagent leur passion pour bâtir une société plus éduquée et plus démocratique.

L'ALPHABÉTISATION EST L'ABC D'UNE CITOYENNETÉ ACTIVE.



5225, rue Berri, bureau 300
Montréal (Québec) H2J 2S4

Visitez notre site : www.communaucitue.qc.ca/icea



Centre
AlphaPlus
Centre

Le Centre AlphaPlus Centre dessert les personnes et les organismes qui s'intéressent à l'alphabétisation, à la formation de base et à l'enseignement d'une langue seconde aux adultes en Ontario.

Pour en savoir davantage sur nos ressources et nos services, visitez notre site Web à l'adresse suivante:

<http://alphaplus.ca>

Ou écrivez-nous à : 2040, rue Yonge, 3^e étage
Toronto (Ontario) M4S 1Z9



Centre de documentation en éducation des adultes et en condition féminine

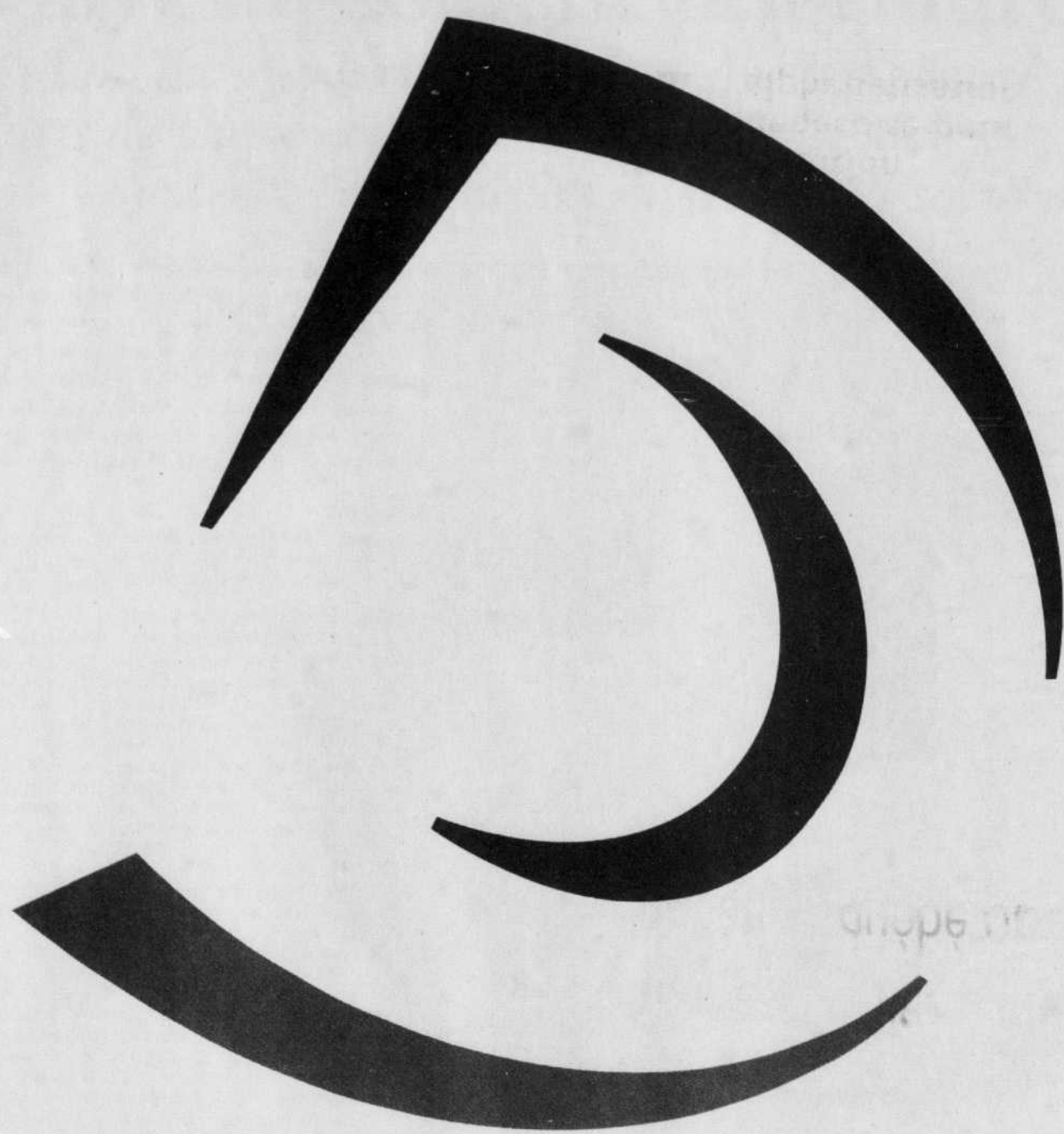
Le 8 septembre,
de nouvelles ressources en alphabétisation vous attendent.

<http://www.cdeacf.ca>



Hydro-Québec est heureuse
de soutenir les efforts de
la Fondation québécoise
pour l'alphabétisation.





*Du papier,
des lettres,
une histoire qui se poursuit...*

Domtar est un fier partenaire de
la Fondation québécoise pour l'alphabétisation.



Fondation
québécoise pour
l'alphabétisation



Domtar